1re Année N° 6 Février 1958

ARGUMENTS

SOMMAIRE

LE ROMAN AUJOURD'HUI :

Le Roman et le Miroir (Bernard Pingaud)
Note sur l'article de Pingaud (Colette Audry)
Il n'y a pas d'école Robbe-Grillet (Roland Barthes)
Le roman n'a pas de lois (Jean Duvignaud)

LE COMMUNISME AUJOURD'HUI :

Deux réquisitoires contre le « communisme » (Daniel Guérin)
Le « communisme national » (Pierre Naville)
Perspectives d'évolution du communisme (François Fejtö)

ECONOMIE ET SOCIETE :

Le problème de l'accumulation (Bernard Cazes, Thomas Munzer)
Le capitalisme contemporain (suite) (B.C., T.M.)

BIOLOGIE :

Mutations dirigées et hérédité de l'acquis (Jean-Paul Aron)

Rédaction : Colette Audry, Kostas Axelos, Jean Duvignaud, François Fejtö, Dionys Mascolo, Edgar Morin.

Directeur-gérant : Edgar Morin
Rédaction et administration : Editions de Minuit, 7, rue Bernard-Palissy, Paris-6e, Bab. 37-94
Le numéro : 130 francs. Abonnement (six numéros l'an) : 600 francs
Etranger : 800 francs. Abonnement de soutien : 1 500 francs
C.C.P. Bien spécifier : Ed. de Minuit Paris 180-43

IMP. DE L'OUEST - LA ROCHELLE

LE ROMAN ET LE MIROIR

I. *Vie et mort du « personnage »*

La notion de « personnage » est relativement récente. Il n'y a pas de personnages au XVIIe siècle : il n'y a que des héros. Vers 1650, on considère encore le roman comme un succédané de l'épopée. « Une fiction d'aventure amoureuse écrite en prose pour le plaisir et l'instruction des lecteurs », écrit Huet dans son *Traité de l'origine des romans* (La définition de l'*Encyclopédie*, un siècle plus tard, ne sera pas très différente : « Récit fictif de diverses aventures merveilleuses ou vraisemblables de la vie humaine. »). Le romancier vise d'abord à distraire : il ne s'intéresse ni à ses héros — tous beaux et passionnés — ni au décor qui les entoure, mais à l'*événement*. L'analyse psychologique s'introduit comme par fraude dans cette suite de hauts faits. Elle n'est longtemps que digression, objet de discours ou de mots d'esprit. Puis, avec Mme de La Fayette, elle s'intègre au récit lui-même, le mouvement du roman coïncidant avec la découverte progressive que Mme de Clèves fait de sa propre faiblesse. La princesse de Clèves n'est déjà plus une « héroïne », au sens du Grand Cyrus ou de Clélie ; elle n'est pas encore un « personnage » . il faudrait un autre mot. Le personnage apparaît lorsque les sentiments ne sont plus seuls en cause, mais aussi l'être humain réel, daté et situé, dans lequel ils s'incarnent. Si l'on voulait trouver des personnages dans l'héritage romanesque du XVIIe, ce n'est pas dans le roman précieux ou dans le roman d'analyse qu'il conviendrait de les chercher. C'est dans le roman « bourgeois » ou « comique », celui de Furetière, de Sorel, de Scarron. Parodie du précédent plus que genre original, le roman réaliste reste dominé par le goût de l'événement. Mais l'événement y devient prosaïque ; par l'intermédiaire du pittoresque (ou du picaresque), le roman tend à rejoindre l'histoire quotidienne. Il la rejoindra tout à fait, et, non content de la rejoindre, prétendra la dominer dans la *Comédie humaine*. Sous les yeux du romancier balzacien, dont l'ambition avouée est de « faire concurrence à l'état civil », surgissent des figures singulières, et, simultanément, des décors, des objets singuliers. Le personnage naît au début du XIXe. Il se définit par son aspect, ses passions, ses manies, — mais aussi par ses objets, par son entour, par le rapport qu'il entretient avec les choses, par ses biens, — le principal de ces biens étant son « caractère ».

On n'a pas toujours suffisamment marqué combien la conception balzacienne du roman est liée à l'existence d'un ordre social cohérent : l'ordre bourgeois, qui est aussi une jungle. La société balzacienne, avec ses lois et sa hiérarchie, ses intrigues et ses crimes, constitue l'espace indispensable au déploiement du « personnage ». C'est elle qui crée les « types » et permet aux personnages, dans la mesure même où elle les lie, de prouver leur singularité.

Cette société, nous y vivons encore, mais nous n'y croyons plus. Sa cohérence n'est plus qu'apparente. Elle se survit: elle est là parce qu'aucune autre n'a pris sa place. C'est un fantôme qui a la vie dure. Il n'est pas étonnant que le personnage, suivant son évolution, soit devenu lui aussi un fantôme et ait peu à peu tout perdu : « ses ancêtres, ses propriétés et ses titres de rente, son corps, son visage, et, surtout, ce bien précieux entre tous, son caractère qui n'appartenait qu'à lui, et jusqu'à son nom » (1).

Sociologiquement, il ne correspond plus à rien. Psychologiquement, il est devenu un masque : ce que nous savons aujourd'hui du comportement humain — et ce que les romanciers ont parfois deviné avant les psychologues eux-mêmes — rend caduque l'idée du personnage singulier, souverain et sûr de soi jusque dans ses délires. Trahi par son entourage, le personnage a aussi perdu confiance en lui-même : ni au dehors ni au dedans, il ne trouve plus le moindre appui.

Parallèlement, par un mouvement inverse, l'objet n'a cessé de croître en importance. Tout se passe comme si, libéré de la tyrannie d'un propriétaire chaque jour plus falot, il s'était découvert des capacités nouvelles. Il a grandi, proliféré, il est devenu obsédant. Dans un monde où le « personnage » se trouve réduit à sa plus simple expression, il a fini par prendre la première place. On arrive ainsi à la notion de *littérature objective*, dont Roland Barthes a fait la théorie à propos des *Gommes* et dont le roman tel que le conçoit Alain Robbe-Grillet voudrait être l'illustration. La « psychologie », au sens traditionnel, — dont les romanciers de la fin du siècle dernier étaient si fiers —, nous n'y

(1) Nathalie SARRAUTE. *L'Ere du soupçon*, p. 57.

croyons plus ; le « personnage » est mort : ne convient-il pas de se débarrasser de ces vieilleries ?

II. *Une littérature objective*

Alors que le roman traditionnel, « expérience d'une profondeur », se situe toujours « au niveau d'une intériorité de l'homme ou de la société » et impose au romancier « une mission de fouille et d'extraction », la littérature « objective » vise à fonder le roman *en surface*. « L'intériorité est mise entre parenthèses, les objets, les espaces et la circulation de l'homme des uns aux autres sont promus au rang de sujets. Le roman devient expérience directe de l'entour de l'homme... Il enseigne à regarder le monde avec les yeux d'un homme qui marche dans la ville, sans d'autre horizon que le spectacle, sans d'autre pouvoir que celui-là même de ses yeux. » (2).

Cette idée d'un roman-spectacle n'est pas neuve. Stendhal parlait déjà de promener un miroir le long d'une route. Mais c'était un étrange miroir, qui reflétait tout autant l'auteur que ses personnages. L'originalité de Robbe-Grillet est d'avoir opéré le passage à la limite et — singulièrement dans son dernier livre, *La Jalousie* — dévoilé, en l'appliquant strictement, le paradoxe de la théorie.

La formule de Stendhal est double. Elle évoque, d'une part la notion de ressemblance : le roman doit être une image fidèle de la vie —, d'autre part la notion de mouvement : le roman doit se promener le long de sa vie. Au premier abord, on pourrait penser que se cache derrière la ressemblance l'espace, derrière le mouvement le temps, et que nous retrouvons ainsi les données traditionnelles de la perception. En fait, il n'en est rien, car si la ressemblance suppose un espace (l'espace du miroir où le tableau se reflète), il peut y avoir mouvement sans temps. Comme le notait Barthes dans le même article, le temps de Robbe-Grillet est « un temps pour rien », « un temps circulaire, qui s'annule en quelque sorte lui-même, après avoir entraîné hommes et objets dans un itinéraire au bout duquel il les laisse à peu de chose près dans l'état du début » (3). Ce n'est pas hasard ni artifice si les moments, dans *La Jalousie*, changent de place comme les êtres et les objets. Pour un narrateur qui ne veut être que miroir, le spectacle est toujours *ici et maintenant* : il peut saisir le mouvement, mais non pas la succession ; ou plus précisément, ce mouvement qu'il nous présente n'est jamais irréversible, la permutabilité constante des objets réfléchis est au contraire sa loi. C'est un temps privé de *sens*. Quand on parle de sens, on veut dire à la fois direction et signification. Qu'un personnage qui se trouvait à droite du miroir passe à gauche, cela n'a pas de sens si l'on sait qu'il pourrait aussi bien effectuer le mouvement inverse, sans qu'entre ces deux gestes rien se soit passé qui oblige à les situer dans un certain ordre. Ce rien, si infime soit-il, est la *modification* comme l'a montré Michel Butor dans un très beau roman qui prend, à ce titre, valeur exemplaire. Le temps surgit là où il y a, non pas seulement mouvement, mais modification. Mais pour que le roman puisse surprendre cette modification, il faut qu'il cesse d'être un pur miroir, il faut que le romancier triche et intervienne dans son récit, il faut, comme écrivait Sartre à propos de Mauriac, qu'il réponde à ma propre « attente » et qu'il « esquisse » en creux dans son livre, au moyen des signes dont il dispose, un temps semblable au mien où l'avenir n'est pas fait ».

III. *Histoire et « profondeur »*

On aperçoit ici la liaison étroite qui existe entre l'expression du temps et ce que Robbe-Grillet refuse sous le nom de « profondeur » : la psychologie, la mise à jour des arrière-pensées, des intentions, des regrets, des espoirs. Toute interprétation est historique dans la mesure où elle suppose un recul et la possibilité de distinguer des plans, dans la mesure où elle institue une *perspective*. Il me paraît légitime qu'un romancier bouleverse la chronologie : c'est une façon de mieux faire sentir son importance en montrant comment chacun de nous reconstruit sa propre histoire. Je conçois aussi qu'il s'attaque au « personnage » traditionnel dans la mesure où, privé de contenu, le personnage a cessé d'être un moyen de ressaisir le mouvement réel de la vie. Mais qu'il prétende abolir ce mouvement, cette histoire, en réduisant la réalité humaine à un pur spectacle, cela me paraît absurde, car la réalité humaine est d'abord un certain mouvement temporel, d'abord une histoire. En ce sens, *La Jalousie* — quel que soit le talent purement littéraire de l'auteur — me paraît un livre fondamentalement

(2) *Critique*, juillet-août 1954.
(3) *Ibid.*

antiréaliste. Aussi bien Robbe-Grillet ne réussit-il pas à éliminer vraiment la « profondeur ». S'il y parvenait, pourrions-nous encore le lire ? La profondeur est le mouvement caché du spectacle. C'est elle qui donne aux attitudes, à la « surface » une perspective et une dimension sans lesquelles elles seraient privées de sens, c'est-à-dire inexprimables. Robbe-Grillet a raison de critiquer une forme paresseuse de roman qui substitue des conventions usées à la vraie profondeur. Mais le refus radical dans lequel il s'enferme le condamne à la ruse, et n'est-ce pas une ruse, en effet, que jouer du double sens du mot « jalousie » pour déguiser une interprétation en description et faire croire à l'objectivité d'une vision obsessionnelle ? Par un curieux renversement, c'est cette obsession que nous retenons. Robbe-Grillet a beau éliminer le temps, il ne parvient pas à éviter que, sournoisement, à l'insu du narrateur, en nous se reconstitue une *histoire*, et la réussite de son livre réside alors en ceci qu'il constitue à nos yeux, non plus une « expérience directe de l'entour de l'homme », mais une négation de cet entour, une sorte de démonstration par l'absurde de la richesse de la profondeur : ce jaloux qui est trop occupé à épier pour pouvoir intervenir et que le spectacle finit par engloutir, je ne le vois pas comme un pur regard. J'y vois une sorte de monstre dévorant, mieux qu'un « personnage », une présence écrasante et inhumaine, et je n'ai qu'un regret, c'est de le sentir perpétuellement tenu en laisse par son créateur qui ne lui permet pas de céder à son délire et de participer enfin à sa propre histoire.

IV. *Le roman en mouvement*

Le hasard a voulu que paraisse, peu de temps après *La Jalousie*, un nouveau récit de Jean Cayrol, *La Gaffe*. Entre l'art de Cayrol et celui de Robbe-Grillet, il y a plus d'un point commun. Roland Barthes l'avait déjà noté : comme celle de Robbe-Grillet, la démarche du héros cayrolien débute par une reconnaissance tâtonnante du monde et des objets. Un monde énorme, diffus, non pas tant hostile qu'étranger, impose sa présence à une conscience qui *n'est pas encore*, qui n'a ni passé, ni famille, ni biens, qui n'a même pas d'histoire et qui doit lutter seulement pour dire « je ». Mais là s'arrête la ressemblance. La vision de Robbe-Grillet est fermée ; celle de Cayrol est ouverte. Je veux dire que ses héros ne se contentent pas de regarder : ils *attendent*. Partant de rien, le roman de Cayrol se présente comme l'histoire d'une conquête, ou, au moins, d'une découverte. Sur cette table rase, Cayrol édifie peu à peu une humanité. Le mouvement par lequel ses personnages passent ainsi d'une vie fantômatique, larvaire, à une vie vraie — soit que comme dans *Je vivrai l'amour des autres*, il s'agisse véritablement d'une naissance au monde et à la société, soit que, comme dans *La Gaffe*, le héros, arraché à son malaise habituel, découvre par hasard la voie d'un bonheur réel — donne aux livres qu'il écrit la dimension temporelle, y introduit la modification sans laquelle le roman est condamné au narcissisme du miroir. Cayrol va même plus loin. Dans la mesure où il renonce, lui aussi, aux notions de personnage et d'intrigue, pour laisser l'histoire, en quelque sorte, naître d'elle-même, développer de rencontre en rencontre, d'objet en objet, sa capriceuse dialectique, dans la mesure où il maintient ouvert le roman, il renoue avec *l'aventure* que les psychologues, depuis un siècle, avaient peu à peu éliminée.

Peut-être l'avenir du roman est-il dans ce retour aux sources. L'édifice vermoulu de la psychologie traditionnelle s'étant écroulé, la place paraît libre pour une nouvelle et plus exacte interprétation de la réalité humaine. Il faut d'abord admettre qu'aucun roman n'est vraiment « réaliste » en ce sens que le roman ne montre pas les choses, il les représente. Nous voyons le monde dans un miroir, comme sur un écran de cinéma ; mais nous ne le voyons pas en lisant : nous l'imaginons. Ce que nous propose le romancier n'est donc pas de l'ordre du réel, c'est de l'ordre du possible. Il y a deux possibles : celui qui se réalisera peut-être et celui qui ne se réalisera jamais, le possible de l'action et le possible du rêve, le possible-possible et le possible-impossible. Le roman se situe à la jonction des deux, utilise les deux. D'où son ambiguïté fondamentale : il est toujours et simultanément invitation à agir et à fuir, leçon et distraction, expérience et utopie. On peut revendiquer pour lui le droit au réalisme si l'on ajoute aussitôt que ce réalisme est, par nature, *chimérique*. « Le romancier authentique crée ses personnages avec les directions infinies de sa vie possible », disait Thibaudet. Il ne parle donc jamais dans le vide, mais toujours de ce qu'il connaît ou devine. Seulement, ce qu'il connaît ou devine, il en fait quelque

chose qui est un livre, une fiction, — non pas une action réelle, mais un *songe vrai*. Il ne s'empare de la réalité que pour la faire disparaître, à la manière de l'illusionniste. Et puisque tout roman est fait pour être lu, n'existe que grâce à la complicité d'un lecteur qui le déchiffre et accepte d'être dupe de ce tour de passe-passe, le problème du roman est, en définitive, celui de la communication des possibles. Il faut que le possible de l'auteur devienne le possible non pas d'un, mais de milliers de lecteurs. Il faut qu'il s'universalise, ou du moins se généralise. Cela pose un problème de langage : l'art du romancier est de faire que des objets et des personnages imaginaires, constituant dans leurs rapports réciproques un monde qui n'est pas une simple imitation du monde réel, mais qui est une interprétation possible de ce monde tel qu'il apparaît à ses yeux, — deviennent les objets et les personnages, le monde possible de dix mille lecteurs, soient vus de la même manière par eux tous.

Le romancier n'y parviendra que si son roman *bouge*, c'est-à-dire si le lecteur y retrouve un équivalent du mouvement historique dans lequel il est lui-même engagé. On chercherait vainement une grande œuvre de la littérature romanesque qui n'ait pas son « tempo » propre, paisible ou précipité, ample ou mince, capricieux ou linéaire. Ce tempo, qui donne au roman sa couleur, et, par delà son sens idéologique ou moral, sa signification imaginaire, est la médiation indispensable qui permet aux points de vue de l'auteur et du lecteur de se rejoindre, l'espace commun qu'ils peuvent fouler ensemble. Ou si l'on veut, c'est *l'air* du roman. A trop réfléchir sur soi, le roman moderne risque de devenir irrespirable. Il est temps qu'il se mette en route.

BERNARD PINGAUD.

Sur les problèmes du roman contemporain, on lira les livres de : Jean POUILLON : *Temps et roman* (Gallimard, 1946) : Jean-Paul SARTRE : *Situations I* et *II* (Gallimard, 1947 et 1948) ; Claude-Edmonde MAGNY : *Histoire du roman français depuis 1918* (Seuil, 1950) : Nathalie SARRAUTE : *L'Ere du soupçon* (Gallimard, 1956), et les articles de : Maurice BLANCHOT : *Le roman, œuvre de mauvaise foi* (*Temps Modernes*, avril 1947) : *D'un art sans avenir* (*N.R.F.*, mars 1957) ; Roland BARTHES : *Jean Cayrol et ses romans* (*Esprit*, mars 1952) : *Littérature objective* (*Critique*, juillet-août 1954) ; Bernard DORT et Michel BUTOR : *A la recherche du roman* (*Cahiers du Sud*, 2e semestre 1955) ; Alain ROBBE-GRILLET : *Une voie pour le roman futur* (*N.R.F.*, juillet 1956) ; Jean POUILLON : *Les règles du Je* (*Temps Modernes*, avril 1957).

REMARQUES SUR L'ARTICLE DE PINGAUD

1. — Les réflexions de Pingaud sur « une littérature objective » me paraissent convenir à l'œuvre de Robbe-Grillet. Elles ne « collent » très exactement ni avec celle de M. Butor, ni surtout avec celle de Nathalie Sarraute. Ces deux écrivains partent bien, comme Robbe-Grillet, de la critique du « personnage » développée par N. Sarraute dans l'*Ere du soupçon*, mais ils ne sortent pas pour autant de l'intérieur d'une conscience humaine. La place du personnage est tenue chez eux par une psyché — à la fois moins particularisée, plus insaisissable qu'un caractère, mais aussi plus complexe, protéiforme et chargée de replis. S'ils renoncent donc au personnage, c'est, en fait, pour aller plus avant dans l'exploration de la subjectivité.

Toutefois, chez Robbe-Grillet lui-même, et malgré les apparences, cette psyché n'est jamais absente. Simplement, au lieu de la saisir dans un quant-à-soi, nous l'appréhendons, nous l'absorbons chemin faisant sur les objets extérieurs dont elle semble sourdre. C'est ce qui confère aux objets des *Gommes*, du *Voyeur* et de *La Jalousie* cet aspect « ominous », ce caractère obsessionnel auquel le lecteur ne peut échapper. Lors d'un récent débat, O. Mannoni remarquait que, dans *La Jalousie*, la fascination par l'objet (trace du mille-pattes écrasé, feuille de papier à lettre) traduit très précisément l'aspiration au meurtre — inavouée, inavouable — chez le guetteur anonyme. C'est ce que Pingaud appelle « une présence écrasante et inhumaine », « un monstre dévorant... tenu en laisse par son créateur ».

Inversement, chez N. Sarraute et M. Butor, certains objets vus ou imaginés par le narrateur manifestent une puissance singulièrement insistante : c'est le cas de la barre de savon et des objets de vitrine dans *Portrait d'un inconnu* ou des croisillons métalliques du compartiment dans *La modification*. Chez Beckett de même (que l'on pourrait sur certains points rapprocher de ces romanciers) le héros est hanté par le souci de faire l'inventaire de ses biens misérables (Cf. également les petits cailloux qui passent d'une poche à l'autre dans *Molloy*). En poussant l'analyse, on constaterait chaque fois que tous ces objets servent d'alibis, de refuges, d'exutoires à des envies ou des besoins inexprimés.

Ainsi, quoique très différents les uns des autres, et ne formant en aucune façon ce qu'on peut appeler une école, tous ces auteurs se retrouvent à certains carrefours décisifs.

2. — La question qui se pose alors est la suivante : que signifie tout cela ? Autrement dit : de quoi s'agit-il dans ces livres ? Ou encore : quelle histoire nous raconte-t-on par delà ces histoires ?

Par delà les aventures de leurs personnages, Balzac, Stendhal, Flaubert nous racontent toujours le drame d'un caractère aux prises avec une société et généralement brisé par elle (et peu importe si Balzac prend parti pour la société, tout en se crucifiant avec le héros qu'il chérit, si Stendahl se révolte avec son héros, sans jamais tricher toutefois avec la puissance de la société, si Flaubert vomit la société et méprise tout ensemble son personnage). Mais chez les romanciers dont il est question ici, nous avançons à tâtons parmi les ruines d'une société et les fantômes des héros. La société n'a pas à être mise en question : elle n'existe déjà plus en tant que telle dans l'esprit de celui qui écrit. Il ne saurait plus en donner que des images symboliques ou allusives. Quant au héros, toute son armature (temps, espace) s'est dissoute, tous ses éléments se sont liquéfiés.

Dans son étude sur Ponge, Sartre dit à peu près que le sujet humain se sentait autrefois exister sous le regard de Dieu. Ce regard était *constituant*. Dieu mort, il tente désespérément de se constituer en objet extérieur à lui-même. Ou sinon, pourrait-on ajouter, il se sent fuir entre ses propres mains comme le sable ou l'eau. Ce sont bien là les deux pôles entre lesquels évoluent nos auteurs. Les êtres qu'ils peignent sont donc des êtres qui n'ont de prise ni sur eux-mêmes, ni sur le monde. Qui ne connaissent même plus l'envie ou l'espoir d'une prise.

COLETTE AUDRY.

IL N'Y A PAS D'ECOLE ROBBE-GRILLET

Il paraît que Butor est le disciple de Robbe-Grillet, et qu'à eux deux, augmentés épisodiquement de quelques autres (Nathalie Sarraute, Marguerite Duras et Claude Simon ; mais pourquoi pas Cayrol, dont la technique romanesque est souvent très hardie ?), ils forment une nouvelle Ecole du Roman. Et lorsqu'on a quelque peine — et pour cause — à préciser le lien doctrinal ou simplement empirique qui les unit, on les verse pêle-mêle dans l'*avant-garde*, avec l'éternel trio Adamov-Ionesco-Beckett. Car on a besoin d'avant-garde : rien ne rassure plus qu'une révolte *nommée*.

Robbe-Grillet s'est un peu prêté à cette confusion, et je crois qu'il a eu tort. Ses textes « théoriques » publiés dans l'*Express* et *France-Observateur* donnaient en exemple quelques contemporains, loués d'avoir tenté de rompre avec la tradition stendahlienne ou balzacienne du roman. Ces exemples manquaient de rigueur. L'excuse de Robbe-Grillet, c'est qu'un écrivain qui cherche, peut souffrir de se sentir seul, et qu'après tout il est normal qu'il s'adjoigne, même prématurément, quelques compagnons : toute œuvre est dogmatique, même la plus polie.

Je crois que le moment est venu où le groupement arbitraire de romanciers comme Butor et Robbe-Grillet — pour ne parler que de ceux qu'on a le plus communément associés — commence à devenir gênant, et pour l'un et pour l'autre. La vie littéraire est sans doute très corrompue, mais il y a tout de même un temps où le truquage ne paye plus. Butor ne fait pas partie de l'Ecole Robbe-Grillet, pour la raison première que cette Ecole n'existe pas. Quant aux œuvres elles-mêmes, elles sont antinomiques.

La tentative de Robbe-Grillet n'est pas humaniste, son monde n'est pas en accord avec le monde. Ce qu'il recherche, c'est l'expression d'une négativité, c'est-à-dire la quadrature du cercle en littérature. Il n'est pas le premier. Nous connaissons aujourd'hui des œuvres importantes — rares, il est vrai — qui ont été ou sont délibérément le résidu glorieux de l'impossible : celle de Mallarmé, celle de Blanchot, par exemple. La nouveauté, chez Robbe-Grillet, c'est d'essayer de maintenir la négation au niveau des techniques romanesques (ce qui est bien voir qu'il y a une responsabilité de la forme, chose dont nos anti-formalistes n'ont aucune idée). Il y a donc, tout au moins tendanciellement, dans l'œuvre de Robbe-Grillet, à la fois refus de l'histoire, de l'anecdote, de la psychologie des motivations, et refus de la signification des objets. D'où l'importance de la description optique chez cet écrivain : si Robbe-Grillet décrit quasi-géométriquement les objets, c'est pour les dégager de la signification humaine, les

corriger de la métaphore et de l'anthropomorphisme. La minutie du regard chez Robbe-Grillet (il s'agit d'ailleurs bien plus d'un dérèglement que d'une minutie) est donc purement négative, elle n'institue rien, ou plutôt elle institue précisément le *rien* humain de l'objet, elle est comme le nuage glacé qui cache le néant, et par conséquent le désigne. Le regard est essentiellement chez Robbe-Grillet une conduite purificatrice, la rupture d'une solidarité, fût-elle douloureuse, entre l'homme et les objets. Donc, ce regard ne peut en rien *donner à réfléchir :* il ne peut rien récupérer de l'homme, de sa solitude, de sa métaphysique. L'idée la plus étrangère, la plus antipathique à l'art de Robbe-Grillet est sans doute l'idée de tragédie, puisque ici rien de l'homme n'est donné en spectacle, pas même son abandon. Or c'est ce refus radical de la tragédie qui, à mon sens, donne à la tentative de Robbe-Grillet une valeur prééminente. La tragédie n'est qu'un moyen de recueillir le malheur humain, de le subsumer, donc de le justifier sous la forme d'une nécessité, d'une sagesse ou d'une purification : refuser cette récupération, et rechercher les moyens techniques de ne pas y succomber traîtreusement (rien n'est plus insidieux que la tragédie) est aujourd'hui une entreprise singulière, et quels qu'en soient les détours « formalistes », nécessaire. Je ne dis pas que Robbe-Grillet ait accompli son projet : d'abord parce que l'échec est dans la nature même de ce projet (il n'y a pas de *degré zéro* de la forme, la négativité *tourne* toujours en positivité, mais il est utile de savoir jusqu'où on peut aller) ; et puis, parce qu'une œuvre n'est jamais tout uniment l'expression retardée d'un projet initial : le projet est *aussi* une inférence de l'œuvre.

Les romans de Butor me semblent point par point à l'opposé de ceux de Robbe-Grillet, surtout la *Modification*. moins hardi et par là-même plus significatif que *L'emploi du temps*. Qu'est-ce que *La modification ?* Essentiellement le contrepoint de plusieurs mondes dont la correspondance même est destinée à faire signifier les objets et les événements. Il y a le monde de la lettre : un voyage en train de Paris à Rome. Il y a le monde du sens : une conscience modifie son projet. Quelles que soient l'élégance et la discrétion du procédé, l'art de Butor est symbolique : le voyage *signifie* quelque chose, l'itinéraire spatial, l'itinéraire temporel et l'itinéraire spirituel (ou mémorial) échangent leur littéralité, et c'est cet échange qui est signification. Donc, tout ce que Robbe-Grillet veut chasser du roman (*La Jalousie* est à cet égard la meilleure de ses œuvres), le symbole, c'est-à-dire la destinée, Butor le veut expressément. Bien plus : chacun des trois romans de Robbe-Grillet que nous connaissons, forme une dérision déclarée de l'idée d'itinéraire (dérision fort cohérente, puisque l'itinéraire, le dévoilement, est une notion tragique) : chaque fois, le roman se boucle sur son identité initiale : le temps et le lieu ont changé, et pourtant aucune conscience nouvelle n'a surgi. Pour Butor, au contraire, le cheminement est créateur, et créateur de conscience : un homme nouveau naît sans cesse : le temps sert à quelque chose.

Il semble que cette positivité aille très loin dans l'ordre spirituel. Le symbole est une voie essentielle de réconciliation entre l'homme et l'univers ; ou plus exactement, il postule la notion même d'univers, c'est-à-dire de création. Or *La modification* n'est pas seulement un roman symbolique, c'est aussi un roman de la créature, au sens pleinement *agi* du terme. Je ne crois nullement, pour ma part, que le vouvoiement employé par Butor dans *La modification* soit un artifice de forme, une variation astucieuse sur la troisième personne du roman, dont on doive créditer « l'avant-garde » ; ce vouvoiement me paraît littéral : il est celui du créateur à la créature, nommée, constituée, créée dans tous ses actes par un juge et générateur. Cette interpellation est capitale, car elle institue la conscience du héros : c'est à force de s'entendre décrite par un regard que la personne du héros se modifie, et qu'il renonce à consacrer l'adultère dont il avait initialement le ferme projet. La description des objets a donc chez Butor un sens absolument antinomique à celui qu'elle a chez Robbe-Grillet. Robbe-Grillet décrit les objets pour en expulser l'homme. Butor en fait au contraire des attributs révélateurs de la conscience humaine, des pans d'espace et de temps où s'accrochent des particules, des rémanences de la personne. Ce n'est pas diminuer ce parti que de dire qu'il est essentiellement traditionnel : l'objet est donné dans son intimité douloureuse avec l'homme, il fait partie de l'essence humaine, d'un homme éternel, il dialogue avec lui, il l'amène à penser sa propre durée, à l'accoucher d'une lucidité, d'un dégoût, c'est-à-dire d'une rédemption. Les objets de Butor font dire : *comme c'est cela !*

ils visent à la révélation d'une essence, ils sont *analogiques*. Au contraire, ceux de Robbe-Grillet sont littéraux ; ils n'utilisent aucune complicité avec le lecteur : ni excentriques, ni familiers, ils se veulent dans une solitude inouïe, puisque cette solitude ne doit jamais renvoyer à une solitude de l'homme, ce qui serait encore un moyen de récupérer l'humain : que l'objet soit seul, sans que pourtant soit posé le problème de la solitude humaine. L'objet de Butor, au contraire, pose la solitude de l'homme (il n'y a qu'à penser au compartiment de *La modification*), mais c'est pour mieux la lui retirer, puisque cette solitude accouche d'une conscience, et plus encore, d'une conscience regardée, c'est-à-dire d'une conscience morale. Aussi, c'est peu de dire qu'il y a des personnages dans les romans de Butor : son héros (et surtout celui de *La modification*) atteint à la forme superlative du personnage, qui est la personne : les valeurs séculaires de notre civilisation s'investissent en lui, à commencer par l'ordre tragique, qui existe partout où la souffrance se recueille comme spectacle et se rachète par sa « modification ».

On ne peut donc, me semble-t-il, imaginer deux arts plus opposés que ceux de Robbe-Grillet et de Butor. L'un vise à déconditionner le roman de ses réflexes traditionnels, à lui faire exprimer un monde sans qualités ; il est l'exercice d'une liberté absolue (étant bien entendu que l'exercice n'est pas forcément une performance) ; d'où son formalisme déclaré. L'autre, au contraire, est plein à craquer, si l'on peut dire, de positivité : il est comme le versant visible d'une vérité cachée, c'est-à-dire qu'une fois de plus la littérature s'y définit par l'illusion d'être plus qu'elle-même, l'œuvre étant destinée à *illustrer* un ordre translittéraire.

Naturellement, la confusion établie par la grande critique entre ces deux arts n'est pas tout à fait innocente. L'apparition de Butor dans le ciel raréfié de la jeune littérature a permis de reprocher ouvertement à Robbe-Grillet sa « sécheresse », son « formalisme », son « manque d'humanité », comme s'il s'agissait là de véritables lacunes, alors que cette négativité, ontologique et non morale (mais il est constant et constamment intéressé que l'on confonde la valeur et le fait), est précisément ce que Robbe-Grillet recherche le plus durement, ce pour quoi, visiblement, il écrit. Et symétriquement, le parrainage truqué de Robbe-Grillet permet de faire de Butor un Robbe-Grillet « réussi », qui ajouterait gracieusement à l'audace des recherches formelles, un vieux fonds bien classique de sagesse, de sensibilité et de spiritualité humaines. C'est un vieux truc de notre critique, que d'attester sa largeur de vues, son modernisme, en baptisant du nom d'avant-garde ce qu'elle peut assimiler, joignant ainsi économiquement la sécurité de la tradition au petit frisson de la nouveauté.

Et naturellement, cette confusion ne peut que gêner nos deux auteurs : Butor, dont on formalise indûment la recherche, beaucoup plus spirituelle que formelle ; et Robbe-Grillet, dont on sous-estime le formalisme même, dans la mesure où l'on en fait une carence et non, comme il se veut, un traitement réfléchi du réel. Peut-être, au lieu de s'essayer (mais d'ailleurs toujours en passant) à des tableaux arbitraires du jeune roman, vaudrait-il mieux s'interroger sur la discontinuité radicale des recherches actuelles, sur les causes de ce fractionnisme intense qui règne aussi bien dans nos lettres en particulier, que dans notre intellectualité en général, au moment même où tout semblerait imposer l'exigence d'un combat commun.

ROLAND BARTHES.

LE ROMAN N'A PAS BESOIN DE LOIS

Il me semble qu'il est difficile d'accepter le débat sur le terrain où il a été placé depuis deux ou trois ans par ce qu'il est convenu d'appeler le « nouveau réalisme ». Au lieu de disserter plus ou moins gravement sur les « profondeurs », la « vie et la mort du personnage », la « littérature des surfaces », ne conviendrait-il pas de se demander ce qu'on peut attendre *aujourd'hui* du roman et définir la place qu'il occupe parmi l'ensemble des fictions dans la « civilisation » présente ?

Certes, au cours des deux derniers siècles, le roman a joué un rôle qu'il ne paraît plus capable de jouer aujourd'hui : drainant toute la masse des rêves, rassemblant et cristallisant une expérience à la fois imaginaire et réelle, il fut une sorte de canal d'irrigation. Peu importe d'ailleurs le genre ou la forme de l'œuvre : qu'il s'agisse de Benjamin Constant, de Tolstoï, de Dickens, de Proust ou de Balzac, il a consommé une formidable somme d'énergie vivante. On dirait même que le roman a pré-

senté aux yeux du public — comme autrefois à ceux des spectateurs grecs, la tragédie du Ve siècle — le drame (ou le psycho-drame ou l'histoire, comme on voudra) d'une liberté luttant contre ce qui l'écrase. En ce sens, la quantité d'énergie et de liberté dont disposent Julien Sorel ou Raskolnikov — et par là dans une certaine mesure les lecteurs des livres où paraissent ces personnages — est infiniment plus grande que celle dont disposèrent jamais Stendhal ou Dostoïewski !

On devrait aller plus loin et montrer comment l'énergie collective comprimée dans les sociétés d'Europe jusqu'au XVIIIe siècle et qui éclate ensuite avec les diverses révolutions politiques, s'est exprimée par des voies détournées dès qu'elle n'a pu se libérer dans la rue ou sur des barricades : *l'utopie socialiste et le roman du XIXe siècle marchent d'un même pas* car ils disposent l'un et l'autre d'une même spontanéité retenue par les institutions, les croyances ou les « tabous ». Ainsi, pour regarder les choses d'un seul bloc, on peut dire que l'ensemble des créations artistiques et utopiques était comme un banc d'essai où se libérait en imagination et en projection dans le futur une immense attente de la liberté. Bien entendu, le retour à la réalité impliquait la mort du personnage, sa destruction, par la société elle-même comme Sorel, son suicide comme Rubempré, sa rédemption par la religion comme c'est le cas pour certains héros du roman russe.

Ceci dit, on voit assez combien l'idée de séparer de cette force générale et généreuse les diverses techniques ne saurait relever d'une psychologie de créateur. Qu'importe le personnage, la « psychologie des profondeurs » ou des « surfaces », qu'importe même la forme du livre, puisque tout cela est brassé, repris, enrichi, asservi par la spontanéité créatrice. Certes, l'étude universitaire peut bien séparer ce qui n'est séparable qu'arbitrairement, c'est son affaire et c'est même une excellente méthode de compréhension ; mais il ne faudrait pas procéder comme les vieux médecins du temps de Molière qui pratiquaient l'anatomie et prétendaient ensuite recomposer l'organisme vivant avec des morceaux de cadavres.

Cependant, le roman et l'utopie ont perdu en même temps leur royauté : le socialisme scientifique a prétendu remplacer le socialisme utopique et a multiplié les morts pour prouver le bien fondé de ses prévisions ; le cinéma a bouleversé non seulement le domaine de la fiction mais le rapport des sociétés à la fiction :

— S'il raconte une histoire comme le roman, le cinéma dispose cependant du temps, de la simultanéité et de cette puissance presque magique dont Morin a parlé (1) : il ne raconte pas seulement, il installe cette histoire en nous et nous jette dans cette histoire. *Le cuirassé Potemkine* n'a-t-il pas fait plus de révoltés que la lecture du *Capital ?*

— Le cinéma ne s'est pas contenté de s'adresser à un public, de plus en plus vaste au fur et à mesure que des lecteurs nouveaux venaient s'agréger aux premiers : il s'est adressé aux masses et par là, il a réduit le roman sur ses minima. Dans la mesure même où le cinéma a contraint le théâtre non à disparaître mais à trouver son langage propre, épuré de toute concession au spectacle, il a obligé le roman à chercher son statut littéraire, et lui inspiré même une sorte de « mauvaise conscience ».

— Il a transformé profondément nos habitudes, nos souvenirs, nos songes ; il a créé un psychisme collectif entièrement dépendant de lui et des thèmes qu'il propose. Les rapports humaine entre les hommes, entre les femmes et les hommes ont été transformés par lui. En nous faisant contemporains de nos rêves, il nous a rendu aussi dans une large mesure le réel irréel...

Chaque fois qu'on parle du roman, il faudrait donc penser à toutes ces choses, et ne jamais perdre de vue que la fiction, aujourd'hui, c'est l'univers du spectacle créé par le cinéma, le monde des images qui constitue sous nos yeux tout ce que les psychologues ont écrit de la « vie intérieure ». Au point, justement, qu'il est devenu de mode d'en suspecter l'existence !

Mais en forçant le roman à s'interroger sur son statut, à douter de sa spontanéité créatrice, le cinéma a entraîné deux ordres de conséquences :

— D'une part, il force certains à chercher un mode d'expression littéraire absolument pur, absolument débarrassé de tout ce qui peut de près ou de loin rappeler le cinéma et aussi le roman du temps où le cinéma n'existait pas. C'est en ce sens que je conçois les tentatives de Robbe-Grillet, les efforts théo-

(1) *Le cinéma et l'homme imaginaire*, aux Editions de Minuit.

riques de Barthes. On peut les accepter comme tels, mais il faut bien se dire que, dans ce cas, il ne s'agit déjà plus de roman, mais d'une construction abstraite, fort honorable qui, renonçant aux moyens du roman pour recourir à ceux de la critique, tend lentement vers le silence. Mais chacun sait que le silence n'empêche pas d'écrire...

D'autre part, si l'on pense seulement à la force qui fait écrire les romanciers (et qui ne saurait être confondue avec une quelconque justification religieuse, philosophique, politique ou morale), les romanciers seront de plus en plus enclins à rivaliser avec le cinéma, à entrer en lutte avec lui sur son propre terrain mais sans cesser d'écrire des romans. Faulkner, Dos Passos, Malraux, bien d'autres, tout le monde l'a dit, ont subi l'influence du cinéma. Mais cela va plus loin encore : ils ont conçu leurs œuvres *parce qu'ils ne pouvaient entreprendre de films*. La constitution d'un univers d'images vivantes et visuelles n'a pas fini d'obséder les écrivains. C'est à eux de savoir quelle forme ils doivent donner à tout cela...

Ces notes sont brèves, mais nous reviendrons là-dessus. On peut d'ailleurs en conclure que les problèmes de « littérature des surfaces », « vie et mort des personnages », « objets et objectivité », inventés par des critiques sont en tout cas secondaires. L'idée de vouloir codifier la création romanesque à partir de ces hypothèses abstraites est démentielle. En fait — et la rapidité de pénétration de ces techniques le montre — il s'agit d'un poncif nouveau. On n'écrira plus « à la Constant », on écrira « à la James », « à la Joyce », « à la Roussel ».

Proust pensait que « le style comme la technique sont affaire de vision », voulant dire par là que la vision seule, sa qualité et sa richesse, pouvait inventer des formes neuves de communication et à la limite suggérer une éthique sans laquelle il est puéril de se dire romancier. Vouloir renverser les choses, c'est revenir à Boileau, tomber dans l'esthétisme ou l'académisme : le roman n'a pas besoin de lois, il se les asservit toutes. Ou bien, il en crève.

JEAN DUVIGNAUD.

P. S. — Ce qu'il y a de si ridicule et d'irritant à voir les romanciers séparer leur « technique » de leur « expérience » tient sans doute à la méconnaissance totale de la création littéraire. Il serait bouffon de transformer James ou Roussel ou Joyce en maniaques de la technique. On oublie généralement qu'ils pensaient découvrir une région nouvelle de l'expérience ou de l'existence humaine, qu'ils ne trouvaient ce qu'on appelle, après eux, la technique qu'au travers d'une lente élaboration et de lentes années de recherches. Réduire leur expression en formule a quelque chose d'effarant et de puéril. Le romancier ne se pose pourtant presque jamais la question de sa technique qu'après avoir pris conscience de la richesse de sa vision. Quant à prétendre que conviendrait mieux à notre époque un roman délivré de personnages et consacré aux objets, c'est dire à peu près ce que disent les détenteurs du réalisme socialiste. Non. Infinie et complexe est l'expérience imaginaire de l'homme ; si riche et si infinie que la réduire à quelques formules publicitaires ou commerciales (lisez ce livre, il est la « ligne nouvelle » !), n'est pas sans tomber dans ce que Gracq appelait voici quelques années « la littérature à l'estomac »...

(*la discussion sera poursuivie dans nos prochains numéros*)

DEUX RÉQUISITOIRES CONTRE LE « COMMUNISME » (1)

Deux livres viennent de paraître simultanément, qui nous incitent à repenser les fondements idéologiques du bolchevisme, celui de Milovan Djilas — le prisonnier de Tito — et celui de Michel Collinet. Bien que conçus par deux hommes de tempérament et d'origine différents, à partir de méthodes assez divergentes, ils aboutissent à peu près aux mêmes conclusions et présentent à peu près les mêmes qualités aussi bien que les mêmes défauts.

Un de leurs mérites est de souligner que la conception blanquiste du Parti, formulée par Lénine à partir de 1901, contenait *au moins en germe* le communisme totalitaire de l'ère stalinienne. Djilas comme Collinet soulignent que le monopole idéologique de la direction du Parti, en l'espèce de Lénine lui-même, prétendant incarner les aspirations objectives de la société (2), était, en fait,

(1) Milovan DJILAS. *La nouvelle classe dirigeante*, Plon, 1957 ; Michel COLLINET. *Du bolchevisme*, Amiot-Dumont.

(2) Il est regrettable que ni Collinet ni Djilas ne citent les fortes pages (157, 205) que VOLINE, dans sa *Révolution inconnue* (1947), a consacrées, bien avant eux, à la prétention des bolcheviks à l'infaillibilité (en vente à la Librairie du Monde libertaire, 3, rue Ternaux, Paris 11e).

une conception idéaliste de l'histoire qui aboutira, plus tard, à un complet monopole de l'appareil bureaucratique sur ladite société (3).

Où les deux auteurs divergent, c'est à propos de l'excuse historique de la « nécessité ». Djilas, encore incomplètement affranchi des conceptions autoritaires dans lesquelles il a été formé, croit que la réussite de la Révolution, qui avait à défendre son existence même, puis l'indispensable industrialisation de l'U.R.S.S., exigèrent l'instauration d'une tyrannie. Collinet, au contraire, reproche à Lénine d'avoir, le premier, fait de la nécessité une vertu et ne pense pas que la dictature totalitaire découlait nécessairement des circonstances difficiles de la guerre civile (4).

Tout en établissant une filiation entre le léninisme et le stalinisme, les deux auteurs soulignent, à juste titre, qu'en aucun cas les deux régimes ne sauraient être confondus et que des différences de nature très importantes (et qui ne sont pas de simples « nuances », comme il échappe une fois à Collinet) les distinguent : des formes encore révolutionnaires du temps de Lénine ont été transformées sous Staline en formes réactionnaires.

Collinet comme Djilas — et c'est la partie la plus solide de leur travail — donnent une description à la fois brillante et implacable de la « nouvelle classe » privilégiée, de la bureaucratie féodale qui s'est emparée du pouvoir en U.R.S.S. (5). Pour Collinet la société russe actuelle réalise « la plus parfaite absorption de la société par l'Etat que l'histoire ait jamais vue » et pour Djilas l'histoire moderne n'a pas enregistré de régime opprimant les masses de façon aussi brutale, inhumaine et illégale. Les moyens qu'elle a mis en œuvre constituent « une des pages les plus honteuses de l'histoire humaine ». Et, dans une belle envolée, il oppose l'idéalisme, le dévouement, l'esprit de sacrifice du communisme originel à l'opportunisme, à l'intolérance, à la corruption, à la stagnation, à la décadence intellectuelle du « communisme » contemporain. L'analyse de la « nouvelle classe », de la façon dont elle exploite la classe ouvrière, de sa mauvaise gestion économique, est plus poussée chez Djilas que chez Collinet : Djilas — et c'est l'intérêt principal de son livre — est un témoin qui a vécu le mal *du dedans*.

Les deux auteurs sont d'accord pour dénoncer la soif et l'obsession du pouvoir chez les oligarques « communistes », également pour stigmatiser la transformation du marxisme en un dogmatisme, en une scolastique essentiellement stériles et conservatrices.

Collinet comme Djilas reprochent, non sans raison, à Trotsky, et presque dans les mêmes termes, de s'être montré incapable, malgré l'immense mérite de son réquisitoire contre le stalinisme, de qualifier sociologiquement, de mettre pleinement à nu le sens du « communisme » contemporain (6). Pourquoi ? Parce qu'il manquait de recul, selon Djilas, parce qu'il s'obstina jusqu'à sa mort à ne pas remettre en cause les conceptions d'organisation léninistes, selon Collinet. Il y a probablement du vrai dans l'une et l'autre de ces explications.

***

Mais les deux livres sont entachés, selon moi, d'un certain nombre d'erreurs graves que je voudrais maintenant relever.

Tout d'abord, ils témoignent l'un et l'autre d'une totale incompréhension du concept de la « révolution permanente ». Collinet a le tort de considérer le célèbre texte de Marx de mars 1850 comme un accident sans importance dans l'histoire de la pensée marxiste, comme une crise éphémère de « blanquisme » dont son auteur se serait vite remis. Djilas et lui tirent des déductions erronées d'une constatation exacte, à savoir que la « révolution permanente » se manifeste de façon plus accusée dans des pays arriérés où il est plus facile de sauter directement, par dessus l'étape capitaliste, de la féodalité au socialisme. Mais ils se trompent en concluant que le marxisme révolutionnaire n'est applicable qu'aux pays sous-développés et qu'au contraire il n'a aucune chance dans les

(3) Toutefois Collinet comme Djilas exagèrent la raideur dogmatique de Lénine et sous-estiment sa surprenante flexibilité intellectuelle, sa faculté de réviser ses positions à la lumière des faits, aptitudes qui déconcertaient, à chaque fois, ses lourds lieutenants et compensaient, dans une large mesure, le défaut incriminé. (Cf. mon « Lénine ou le socialisme par en haut ». *Lettres Nouvelles*, décembre 1957.)

(4) Ici Collinet, sans le dire, rejoint Voline (*op. cit.*, p. 180-182).

(5) Bakounine, dès 1868, avait mis en garde contre « *une classe exploitante et privilégiée : la bureaucratie* » lettre au journal *La Démocratie*).

(6) On trouve déjà la même critique sous la plume de Voline, *op. cit.*, p. 224-225.

pays hautement industrialisés. Soutenir par exemple, comme le fait Djilas, que dans un pays comme l'Allemagne le réformisme seul pouvait l'emporter, c'est oublier que, de 1918 à 1933, le prolétariat allemand a été, à plusieurs reprises, à deux doigts de la victoire et que, sans les erreurs que lui a fait commettre la satellisation moscovite, il eût très probablement aboli le capitalisme le plus avancé d'Europe (7).

Par ailleurs, les deux ouvrages n'insistent pas suffisamment sur les aspects relativement progressifs du communisme au pouvoir. L'un et l'autre, pourtant, mentionnent en passant certains d'entre eux. Collinet admet que les bourgeoisies nationales ont été éliminées, les paysans pauvres libérés de la tutelle des grands propriétaires et des usuriers, l'industrialisation accomplie, Djilas que la propriété collective des moyens de production a permis de réaliser des progrès extraordinairement rapides dans certains secteurs de l'économie. Mais le Yougoslave se contredit en prétendant, contre l'évidence, qu'aucune grande découverte scientifique n'a été faite sous le régime soviétique et que dans ce domaine l'U.R.S.S. est probablement à la remorque de la Russie tsariste ! Et, dans les conclusions finales des deux livres, l'aspect progressif est oublié, le bilan présenté comme beaucoup trop négatif.

De même, en ce qui concerne les possibilités d'évolution du régime post-stalinien, les deux auteurs font preuve d'un pessimisme à mon avis excessif. Certes, ils ont raison de soutenir l'un et l'autre que le régime Khrouchtchev est un pragmatisme conservateur totalement dépourvu d'idées ; raison aussi de souligner les limites relativement étroites de la déstalinisation et de se montrer sceptiques sur la décentralisation du régime, que ce soit en Russie même, en Yougoslavie ou en Pologne. Mais, à certains moments, il semble, à les lire, que l'évolution « dialectique » est bloquée, qu'elle interdit toute espérance. Pourtant, dans l'autres passages, les deux auteurs admettent que la rupture avec le passé stalinien est profonde, qu'il y a réellement quelque chose de changé, que la domination de la « nouvelle classe » est profondément ébranlée, que la libération est en marche, que le défoulement du mécontentement populaire a un caractère irréversible. Mais ils concluent à la ruine irrémédiable, à la chute du « communisme » sans indiquer clairement par quoi le « monstre » serait remplacé.

Equivoque d'autant plus inquiétante que l'on sent percer dans leur analyse une étrange indulgence à l'égard de la démocratie bourgeoise occidentale considérée comme la seule alternative à la « tyrannie communiste ».

Il semble que pour Collinet comme pour Djilas le régime russe soit *seul* responsable de la division du monde en deux blocs et de la guerre froide. Le caractère capitaliste et impérialiste des démocraties occidentales est estompé. Pour Collinet, le capitalisme financier est un « monstre mythique » et Djilas qui pourtant a séjourné aux Etats-Unis, conteste que les gouvernements occidentaux soient contrôlés par une poignée de monopolistes ! Collinet prétend qu'il existerait des démocraties occidentales « pures de tout vestige impérialiste » et Djilas que les Etats-Unis tendraient vers un régime de plus en plus étatique ! Le danger que fait courir au monde le *Big Business* américain et sa prétention à la *world leadership* sont escamotés. Collinet va plus loin encore lorsqu'il s'en prend aux accords de Bandoeng qui seraient, selon lui, une « simple arme de guerre contre les démocraties occidentales », lorsqu'il présente Mossadegh et Nasser comme de simples instruments au service de l'expansionnisme russe ! La portée du réquisitoire intenté au totalitarisme stalinien et aux bourreaux du peuple hongrois se trouve singulièrement affaiblie par le blanc-seing ainsi accordé aux agresseurs de Suez et au colonialisme occidental.

Pourquoi Collinet comme Djilas déraillent-ils au terme de leur analyse ? A mon avis, la raison profonde de leur erreur provient de leur incapacité à découvrir une troisième voie, hors celle du stalinisme et celle de la démocratie bourgeoise. Et cette incapacité prend son origine dans leur refus de se rallier à un socialisme révolutionnaire qui soit authentiquement *libertaire*.

Ils ne font que de vagues et insuffisantes allusions au grand conflit entre socialisme autoritaire et socialisme anarchiste qui a divisé si profondément le mouvement ouvrier du XIXe siècle. Ils ont l'air d'ignorer que le communisme totalitaire qu'ils dénoncent a été vitupéré, avec un siècle d'avance, en termes prophétiques, par Proudhon et par Bakounine. Pour Collinet et encore davantage pour Djilas, le pouvoir exercé directe-

(7) Cf. mon : *Comment Moscou « satellisa » le P.C. allemand, France-Observateur*, 18 octobre 1956.

ment par le prolétariat, en l'absence de toute contrainte étatique, serait une *illusion* et une *utopie*. Et, pourtant, les deux auteurs, par moments, se révèlent, comme M. Jourdain faisait de la prose, libertaires sans le savoir. Il échappe à Collinet d'écrire que « la logique de la démocratie, c'est non l'Etat jacobin, même animé de bonnes intentions, mais l'Etat dépérissant, transmettant ses fonctions à l'ensemble du corps social », et à Djilas, après avoir dénoncé l'intolérance jacobine des communistes contemporains, d'exalter « les aspirations impérissables de l'homme vers la liberté », pour annoncer comme proche le moment où l'industrialisation « rendra superflu » le « communisme ». Analysant les revendications de l'oupposition clandestine qui mûrirait actuellement en U.R.S.S., Collinet, plus précis que Djilas sur ce point, écrit, sans hélas pousser plus à fond, qu'elles « *ne semblent pas se réclamer du parlementarisme occidental, mais trouvent leur essence dans l'indépendance du peuple et de ses organisations économiques ou culturelles par rapport à l'appareil du parti et de l'Etat.* »

Si Collinet et Djilas avaient plus nettement déduit de leur analyse ces perspectives libertaires, ils eussent évité de s'enliser, faute d'apercevoir clairement une troisième voie, dans un menchevisme proaméricain qui enlève beaucoup de sa force et de son pouvoir de persuasion à leur démonstration — sans toutefois justifier la peine de prison infligée au Yougoslave et qui, à son tour, enlève au régime titiste beaucoup de son auréole...

DANIEL GUÉRIN.

DJILAS ET LE « COMMUNISME NATIONAL »

Le livre de Djilas, écrit de façon assez brillante en dépit des conditions difficiles où s'est trouvé l'auteur, contient une série de thèses mal intégrées. Il est probable que Djilas ne s'en tiendra pas là. Il lui faudra — car il manifeste un esprit systématique assez rare aujourd'hui — développer certains de ses points de vue, avant d'aller jusqu'au bout d'une métamorphose fréquente chez les apostats du stalinisme. Djilas amalgame des vues, peu originales aujourd'hui, sur l'histoire du bolchévisme, sur la « nouvelle classe » bureaucratique, sur le rôle du parti unique, sur la planification, sur l'endoctrinement policier. Mais le poids de son témoignage provient surtout de l'expérience pratique qui fut la sienne en Yougoslavie, plutôt que de la rigueur des analyses. Pour la première fois, c'est un dirigeant du système qui tente d'en expliquer lui-même le mécanisme. Malheureusement, son analyse, insuffisamment concrète, mal liée, parfois purement journalistique, ne met pas seulement en lumière certains traits du régime qu'il dénonce comme contraire au véritable socialisme ; elle révèle aussi les déficiences profondes des chefs déchus du régime — déficiences qui ne sont nullement comblées du jour au lendemain lorsque ceux-ci « ouvrent les yeux ».

Tout l'exposé de Djilas est ainsi traversé par une grande équivoque. D'un bout à l'autre, il y parle du *communisme* sans qu'on sache exactement de quoi il parle. S'agit-il du mouvement ouvrier, des Etats dits socialistes, de la doctrine de Marx et de Lénine, de l'avenir de l'humanité tout entière ? Il semble que ce soit simplement pour lui l'ensemble des partis liés à Moscou (quel que soit leur nom officiel), et par conséquent aussi le régime de l'U.R.S.S. et des autres Etats similaires. Mais comme il dénonce d'autre part dans ces partis et ces Etats un abandon de l'idéal communiste et socialiste véritable, il devient impossible de savoir ce qu'il entend en définitive par le communisme.

Quant aux parties hstoriques de l'exposé, elles sont d'une indigence et d'un superficiel qui révèlent crûment les ravages du stalinisme : on n'y trouve plus trace d'interprétation marxiste. Si bien que Djilas donne l'impression d'avoir ingurgité un peu vite la littérature critique du stalinisme ; il n'a pas discriminé ce qui venait d'adversaires bourgeois ou libéraux petits bourgeois, de ce qui provenait des courants marxistes (en particulier de l'opposition de gauche soviétique). Sa description de la « nouvelle classe » est alors démarquée, en dépit de son expérience personnelle, de très nombreuses et déjà anciennes critiques venues de tous les horizons, sans qu'il ait songé à les examiner contradictoirement ni à en éprouver sérieusement la validité.

Il est ainsi conduit à des conclusions qui sont toujours la partie la plus faible de ce genre d'ouvrages. Ayant rejeté le marxisme et le communisme (le vrai, qui ne peut être que le mouvement ouvrier réel vers une socialisation internationale), en même temps qu'il abandonne Marx, Lénine, Staline et même Tito jetés

dans le même sac malgré quelques coups de chapeau aux deux premiers, il ne lui restait plus qu'à s'en remettre à la « bonne volonté », à l'esprit de tolérance mutuelle, en somme à un libéralisme qu'il confond avec la démocratie socialiste authentique.

Djilas avait suivi, en 1948, la voie de Tito : il dénonça la mainmise de l'U.R.S.S. sur la Yougoslavie. Pour la première fois éclatait au grand jour le phénomène prévu par Trotsky : le « socialisme dans un seul pays » donnait tous ses fruits. Si l'on implante le « socialisme dans un seul pays », avec ses tendances ultra-bureaucratiques, dans *plusieurs* pays « pris à part », selon la formule de Staline, il en résulte, en dépit et à cause de l'inégalité de développement de ces pays, incohérence et heurts de toute nature. Ceux-ci se sont *inévitablement* produits, car le socialisme est de nos jours, et par essence, encore plus incompatible que le capitalisme avec les limites nationales, et avec toute forme « d'autarchie ». D'où les conflits avec la Yougoslavie, puis la Pologne, la Hongrie, et même la Chine, dans la mesure où l'U.R.S.S. devint de moins en moins capable de les arbitrer par la force en sa propre faveur. La Yougoslavie socialiste étant initialement de même nature que l'U.R.S.S., les accusations mutuelles qu'elles se lancèrent eurent le même caractère : chacune dénonça dans l'autre, avec aussi peu de vraisemblance, ce qu'elle craignait elle-même d'apparaître aux yeux du voisin. Staline traita les « communistes » yougoslaves de fascistes, et Tito dénonça dans les « communistes » russes des capitalistes d'Etat. Lors de la réconciliation à demi sincère entre Krouchtchev et Tito, on révisa quelque peu ces accusations : ce n'étaient que « voies particulières » vers le socialisme *national*, « dans un seul pays ». La logique de l'identité des bureaucrates conduisait ainsi, tantôt sous forme de conflit brutal, tantôt sous forme d'armistice, à une séparation plutôt qu'à une intégration authentique. Les exigences de *l'addition* se heurtent à celles de *l'intégration*. Une somme ne peut être, dans le développement économique et social, la même chose qu'une unification organique.

Pour sa part, Djilas poursuivit dans la première voie ouverte par Tito, en allant jusqu'au bout. Du rejet de l'étatisation russe il passe au rejet symétrique de l'étatisme yougoslave, malgré les atténuations que les communistes yougoslaves y avaient apporté dès 1950. Puis, il trouva la clé de ce double rejet dans la théorie de la « nouvelle classe dirigeante ». Cette nouvelle classe bureaucratique, nationale, exploiteuse, se retrouve dans tous les Etats dits socialistes, et elle est partout dominée par la plus puissante, celle de l'U.R.S.S., tout comme les bourgeoisies nationales dépendent des plus puissantes.

Quant à cette nouvelle classe, le tableau qu'en fait Djilas n'apporte pas grand chose de nouveau. Il a amalgamé de façon assez éclectique des éléments tirés des théoriciens du « managerialisme », d'autres repris aux critiques de Trotsky, d'autres venus de la social-démocratie, d'autres encore résultant des efforts des travailleurs en Pologne, en Hongrie, en Yougoslavie et en U.R.S.S. elles-mêmes, pour briser le carcan bureaucratique. Il s'y trouve donc, à côté de vues très sommaires et d'erreurs sérieuses, une série de critiques absolument justifiées, et la reconnaissance tardive de faits établis depuis longtemps (car Djilas, comme tous les apostats, ne fait remonter le mal insupportable qu'au jour où lui-même en prit conscience).

Djilas a tout de même une originalité ; à ses yeux, c'est *le parti* qui a constitué dès l'origine la « nouvelle classe ». Celle-ci est donc l'expression d'une domination purement politique, et non de rapports sociaux. C'est secondairement que le parti s'approprie l'appareil de production.

Laissons de côté cette théorie, sur laquelle il faudra d'ailleurs revenir, pour ne retenir que les conclusions politiques qu'en tire Djilas au sujet du « communisme national », car c'est indiscutablement là que se trouve le point le plus intéressant du livre. Quelle que soit la validité de la théorie de la « nouvelle classe dirigeante » telle que Djilas l'expose, le problème du « communisme national » reste posé, parallèlement à celui du « socialisme dans un seul pays. » C'est aujourd'hui le problème le plus important, et qui gagne en importance avec l'extension du domaine du socialisme d'Etat, même si et parce que celui-ci renferme toujours certaines formes d'exploitation.

Djilas caractérise ainsi la situation : « La collaboration officiellement établie (entre Etats « communistes »), même si elle conduit pour un temps à des annexions, fusions ou fédérations transitoires, n'écarte pas la possibilité de conflits guerriers entre les nations com-

munistes ; celui qui était sur le point d'éclater entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie fut évité de justesse, non pas à cause du caractère « socialiste » des deux pays, mais parce que Staline recula devant les risques d'une guerre généralisée. Au reste, ce qui se produira demain ou après-demain entre signataires du pacte de Varsovie relève de tous les facteurs qui affectent d'ordinaire les événements politiques : les intérêts des cliques bureaucratiques de nuance « nationale » ou « unificatrice » continueront à s'affronter, de même que persistera la tendance irrésistible des peuples à réaffirmer leur indépendance même dans les relations entre pays communistes. » Plus loin, il précise cette divergence des tendances de la façon suivante : « Bien que les conditions pour une *intégration* plus complète avec l'Union Soviétique soient en cours de réalisation, les conditions qui conduisent à l'*indépendance* des gouvernements Est-européens se vérifient plus rapidement encore. L'Union soviétique n'a pas renoncé à son autorité sur les Etats vassaux, mais leurs gouvernements respectifs n'ont pas renoncé non plus à leur désir de réaliser, pour leur propre compte, un état de choses ressemblant à l'indépendance yougoslave. »

Cette *contradiction* est en effet au cœur de ce que l'U.R.S.S. appelle « le camp socialiste », et que Staline caractérisait comme un « marché mondial socialiste » dans une de ces définitions inconsistantes dont il avait le secret. C'est peut-être à cause de sa gravité que Mao Tsé-toung l'a oubliée dans la liste des « contradictions » du socialisme qu'il a dressée au printemps dernier. Pourtant, c'est la plus fondamentale. Mais pour en comprendre toute la portée il faut lui donner une signification différente de celle que Djilas lui accorde.

Djilas estime que la tendance irrésistible de l'économie contemporaine conduit à l'*unité mondiale*. L'exacerbation des particularismes nationaux, à l'Est comme à l'Ouest, contredit cette tendance. Dans le « camp socialiste », qui vise lui aussi à la suprématie mondiale par élimination du capitalisme, le « communisme national » s'oppose à l'intégration avec l'U.R.S.S. Il se justifie comme une réaction inévitable à la domination russe, mais il ne peut constituer une fin en soi, car il entre en opposition avec la tendance plus profonde à l'intégration mondiale de l'économie, que ce soit sous l'égide de l'U.R.S.S. ou des U.S.A. « En réalité, écrit Djilas, le communisme national n'est autre que le communisme à son déclin. » Cependant, le communisme peut avoir une fonction différente en Occident et dans les Etats socialistes. A l'Est, il risque de conduire à des conflits — jusqu'à la guerre comme en Hongrie — tandis qu'en Occident, les partis communistes d'Italie et de France (les seuls qui comptent) pourraient dans cette voie se libérer de l'emprise russe et contribuer à la régénération du mouvement socialiste tout entier.

Il y a dans cette interprétation quelque chose de juste. Du point de vue théorique, le « communisme national » est en effet une contradiction pure, tout comme le « socialisme dans un seul pays ». Socialisme ou communisme, en tant que rapports sociaux pleinement développés, ne peuvent s'accommoder ni de frontières nationales ni d'une multiplicité d'Etats indépendants. Mais ceci n'est vrai que parce que le caractère *international* de l'économie était déjà pleinement affirmé par le capitalisme. Le socialisme ne peut qu'être mondial parce qu'il succède à un régime dont l'essence est elle-même déjà planétaire, aujourd'hui plus encore qu'il y a cinquante ans. Cependant, les liaisons internationales de l'économie sont constamment rompues et renouées par les intérêts nationaux ; souvent, les poussées nationales représentent, chez les nations les plus faibles, et temporairement, une résistance légitime à l'oppression par de grands impérialismes. Toutefois, au milieu du XXe siècle, ces luttes nationales ne peuvent avoir la signification qu'elles avaient au milieu du XIXe siècle, à l'époque de la croissance vertigineuse des grands Etats nationaux bourgeois d'Europe et d'Amérique. Elles surgissent aujourd'hui au sein d'une économie planétaire étroitement liée et tissée, lors d'un déclin des bourgeoisies nationales. Partout, dans le « camp socialiste », dans les Etats « sous-développés » d'Asie et d'Afrique, et même dans le monde capitaliste, les rébellions nationales ne peuvent mener qu'à une intégration socialiste dans l'économie mondiale, sous peine d'amener une régression et un régime intérieur encore plus oppressif, ou tout simplement d'inféoder le pays « indépendant » à un ancien ou à un nouveau maître.

Si donc le « communisme national » signifie le déclin du communisme (régi par Moscou), c'est dans la mesure où il se détache de Moscou tout en conservant l'essentiel des conceptions du « socialisme dans un seul pays », élaborées par

Staline et la bureaucratie russe. Djilas conclut de là que « le communisme » tourne dans un cercle vicieux : asservi aux intérêts russes, il doit finir par s'intégrer totalement à ceux-ci, ou plus exactement à se voir exploité par eux ; rebelle à ces intérêts, il ne conduit qu'à la faillite intérieure. Il ne lui reste alors qu'à s'engager dans une autre voie : rompre, non seulement avec la domination russe, mais aussi avec ce qui fait l'essence de celle-ci, à savoir la puissance de la « nouvelle classe dirigeante », fille de la volonté politique d'un Marx, d'un Lénine, et de celui qui fut selon Djilas leur héritier parfaitement légitime, Staline.

En un mot, Djilas estime que « le communisme », identifié à tort à cette « nouvelle classe », doit être abandonné, au profit d'idées sur lesquelles il ne s'étend guère, mais que l'on pourrait appeler néo-libérales, et orientées vers une intégration mondiale de l'économie. Mais, comme nous le disions, c'est parce qu'il identifie « le communisme » au régime passé et présent des Etats socialistes (ou plus précisément du Socialisme d'Etat national). Les critiques qu'il formule, après bien d'autres, à l'adresse du système bureaucratique de la planification (recouvrant une anarchie d'un nouveau style), au monopole du parti unique, etc... atteignent en réalité ce que l'on peut réunir sous le nom de « stalinisme », et non ce qui fait le caractère essentiel du socialisme, dans le sens où Marx l'envisageait sans d'ailleurs en préciser les voies ni les formes exactes. La rébellion, latente ou ouverte, des travailleurs salariés de l'Est, indique justement que l'ébranlement du régime stalinien n'a pas obligatoirement pour issue la cristallisation de « communismes nationaux », bornés et autarchiques, ni le retour à une forme évoluée de capitalisme monopoliste ou d'Etat, mais qu'il ouvre la voie, à travers d'inévitables retours partiels en arrière et des crises sociales de toute nature, à une reprise des liens internationaux socialistes débarrassés de la fatale emprise bureaucratique. De ce point de vue, les conclusions de Djilas ne sont nullement commandées par ses critiques, dont les meilleurs éléments remontent plus loin qu'il ne croit.

13 décembre 1957.

PIERRE NAVILLE.

P. S. — La théorie de la « nouvelle classe dirigeante » a été complètement développée pour la première fois, dans une polémique contre l'opposition de gauche, par Bruno Rizzi (BRUNO R., *La bureaucratisation du monde*, Paris, 1939, 350 p.). J. BURNHAM n'a guère fait que copier ce livre. M. SCHACHTMAN en a aussi exprimé les idées essentielles en 1943 (*The struggle for the new course*). La discussion a été reprise dans la *Revue internationale* en 1947, sous le titre « L'Avenir est-il à la « classe directoriale ? » (articles de C. BETTELHEIM, G. MARTINET, A. PATRI, P. BESSAIGNET, R. HILFERDING, P. SWEEZY, J. MARCOUX, R. GUIHENEUF, etc...).

PERSPECTIVES D'EVOLUTION DU COMMUNISME

La pensée politique de Djilas, telle qu'il l'expose dans son livre *La nouvelle classe*, est marquée de bout en bout par une contradiction assez surprenante. D'un côté il prophétise la « complète désintégration » du communisme, il constate que l'unité du « mouvement communiste mondial est irrémédiablement compromise » ; et de l'autre côté il affirme, souvent sur la même page, que les changements survenus depuis la mort de Staline n'ont point altéré « la nature même du système », que le communisme national est incapable, malgré les possibilités croissantes d'émancipation à l'égard de Moscou, de modifier son « essence » (cette essence résidant « dans le contrôle et le monopole total des idées, et l'expropriation de la société par la bureaucratie du parti »). Il y aurait donc tout à la fois désagrégation dans les rapports intercommunistes et immuabilité dans l'essentiel du système.

Or il nous semble qu'une telle séparation est artificielle, car rapports internationaux et politique intérieure se trouvent en interdépendance ; et qu'abstraction faite de la « désatellisation », la déstalinisation a ouvert au cœur même du communisme mondial une évolution que l'on peut retarder mais point neutraliser.

Parlons d'abord de la dislocation. Des forces centrifuges se sont manifestées avec éclat depuis la mort de Staline. Avec le Kominform a disparu, au lendemain du XXe Congrès du parti de l'U.R.S.S., jusqu'au symbole de l'hégémonie du Kremlin sur le mouvement communiste international. Un pluricentrisme tâtonnant a succédé au monocentrisme stalinien. Il est certain que les décisions intéressant la Chine populaire ou la Pologne et même la Tchécoslovaquie ne sont plus prises unilatéralement au Kremlin. On n'y dicte plus ; on consulte, on négocie.

Mais en même temps, en réaction aux tendances d'émancipation trop poussées, au sécessionisme qu'on a vu à l'œuvre en Hongrie, une autre tendance se manifeste également, dont on aurait tort de sous-estimer l'importance : tendance à replâtrer l'unité idéologique, à reforger la solidarité des partis et des pays communistes. C'est sans doute Mao Tsé-toung qui a conçu, dès 1954, l'idée de transformer « l'empire » en une sorte de « commonwealth ». Depuis, cette idée a fait des progrès. C'est qu'elle reflète certains besoins objectifs et complexes. Elle exprime, en tout premier lieu, la solidarité et l'interdépendance des appareils dirigeants des divers partis communistes ; le bruit de l'insurrection hongroise a fait trembler jusqu'aux fenêtres du Hradsin, de la Blanche Maison de Beograd et de la résidence de Mao. La menace de la révolte populaire a reforgé, re-sacralisé l'alliance de ces appareils. Mais d'autre part, il convient de ne point oublier (le sociologue hongrois Guyla Borbandi le rappelle dans une excellente étude sur les perspectives d'évolution hongroises publiée dans la revue *Latohatar*, paraissant à Munich, N° 5, 1957) que la plupart des pays du bloc soviétique, la Chine comprise, sont effectivement tributaires de la protection de l'U.R.S.S. contre certaines pressions extérieures, qui remettraient en question leur *statu quo* territorial. C'est ainsi que Gomulka a pu affirmer (et l'on ne saurait le contredire) que l'adhésion de son pays au Traité de Varsovie est fondée à la fois sur la communauté idéologique et sur les intérêts nationaux de la Pologne (frontière Oder-Neisse). Cette « force de cohésion » particulière, Djilas omet complètement d'en parler. Pourtant elle détermine dans une certaine mesure la politique extérieure yougoslave également.

Il faut se garder, d'autre part, de concevoir d'une manière « idéaliste » « l'essence » ou « la nature » du communisme. Cette essence, selon Djilas, réside dans le totalitarisme de la nouvelle classe ». Les privilégiés des nouveaux régimes, dit-il, doivent demeurer totalitaires ou périr. Et ceci indépendamment du fait que le communisme soit « national » ou non. Il me semble cependant que le *Rude Pravo* de Prague a été plus proche de la réalité en affirmant il y a quelques mois, que le communisme national est une des formes du « révisionnisme », qu'il est nécessairement solidaire avec des autres formes révisionnistes. En fait le communiste national (on l'a bien vu en Yougoslavie, en Hongrie, en Pologne) se distingue de son prédécesseur le communiste moscoutaire en ceci que, privé ou presque d'un soutien direct de l'armée soviétique, il doit se donner une base populaire. Le communiste national peut ruser avec la démocratisation, il peut l'ajourner, l'appliquer d'une manière formaliste ; il peut, comme le font les Yougoslaves avec virtuosité, lui créer des substituts, des limites étroites. Mais il subit la loi de la démocratisation. Malgré toute la nostalgie qu'il garde du totalitarisme, il doit se résigner à des compromis envers le peuple dont il veut faire un allié.

Et comment, d'ailleurs, l'essence du communiste serait-elle immuable, alors que l'homme communiste ne l'est pas ? Le meilleur argument contre les thèses pessimistes de Djilas (que Daniel Guérin critique avec raison), c'est le cas de Djilas lui-même. N'a-t-il pas été le plus despotique, le plus brutal, le plus intolérant de tous les staliniens yougoslaves ? Pendant plusieurs années, les intellectuels de Belgrade tremblaient devant cet inquisiteur implacable. Et Dedijer ne nous a-t-il pas raconté, pour illustrer son stalinisme sans faille de naguère qu'il avait été capable de fusiller des compatriotes seulement parce qu'ils mettaient en doute le génie de Staline et son immense générosité ?

Le fanatisme des communistes yougoslaves nous paraissait jusqu'en 1948 une citadelle imprenable, ou si l'on veut, une impasse absolue, définitive ; une maladie de l'esprit impénétrable à la raison et au bon sens. Mais s'il en était ainsi, comment expliquer l'évolution des Pijade, Djilas, de Lasota, Klakowski, Imre Nagy, Tibor Déry ? (1) Comment expliquer l'éclosion au sein même du mal incurable, des germes de guérison, d'une critique humaniste, d'une passion de réforme ?

Il est intéressant de relever qu'alors même que Djilas, sans doute par défi et par colère, s'approche des positions anticommunistes sans nuances et stérile, à la manière de Souvarine, certains anticommunistes passionnés, mais lucides, comme par exemple Raymond Aron, révisent fondamentalement leurs théories. Aron n'écrit-il pas, dans une remarquable introduction à un livre de

(1) Puis-je signaler aux lecteurs de cette revue la parution, à la librairie Plon, du *Mémoire 1956* d'Imre Nagy, document fort utile pour la connaissance du « communisme national ».

documents sur la révolution hongroise, réunis par Melvin J. Lasky et François Bondy : « Nous savons qu'un régime soviétique n'est pas plus que tout autre invulnérable aux répercussions du développement économique, aux émotions et aux rêves des hommes, aux influences venues du dehors et surtout de l'Occident. Bien plus, ce régime est atteint d'une félure interne, qu'ignoraient les despotismes orientaux du passé, il est condamné par l'idéologie dont il se réclame. » (2)

C'est bien là, justement, ce qui distingue le totalitarisme stalinien des autres totalitarismes, par exemple nazi. Certes, Djilas lui aussi admet qu'avant de se constituer en « nouvelle classe oppressive, exploitrice et dogmatique », avant d'avoir transformé le marxisme-léninisme en un mythe de justification, la plupart des communistes subissaient l'attrait de la morale révolutionnaire. La révolte morale de tant de communistes polonais, hongrois, yougoslaves, russes serait incompréhensible à moins qu'on ne la considère pas comme une crise de « défoulement », provoquée par le choc des aveux de Khrouchtchev. On a souvent dit qu'un air de mauvaise conscience entourait les faits et gestes du stalinisme, ses exactions, ses trahisons, ses procès. Mais pour l'avoir mauvaise, il faut d'abord la posséder. Enfouie au fond de l'âme du communiste, il y a tout de même l'idée socialiste, une exigence de rationalisation de la vie sociale, de respect de l'homme, d'efficience économique. On peut manœuvrer cet idéal, le détourner ou confisquer comme tente de le faire actuellement Khrouchtchev. Mais c'est un facteur avec lequel il faut compter et qui détermine dans une certaine mesure et jusqu'aux trahisons les plus atroces, la « conscience de classe » des privilégiés du régime communiste.

Sans doute le livre de Djilas aurait-il gagné en profondeur s'il avait tenté une « psychanalyse » de l'objet de sa haine et de sa répulsion : la bureaucratie régnante. En écrivant sa propre autobiographie morale et intellectuelle, il aurait davantage enrichi notre connaissance du communiste que par ses développements abstraits, souvent sommaires. Notamment en ce qui concerne la « nouvelle classe ». Edgar Morin, dans le N° 4 d'*Arguments*, a déjà attiré l'attention sur le danger que représente le maniement simpliste du terme « bureaucratie » dont l'opposition communiste se sert le plus souvent sans analyser le phénomène dans sa genèse, sa complexité, ses hétérogénéités.

Djilas lui-même emploie le terme tantôt dans un sens restrictif (bureaucratie du partie), tantôt dans un sens plus large : « la nouvelle classe se compose de ceux qui jouissent de privilèges spéciaux et d'une situation économique préférentielle du seul fait du monopole administratif qu'ils détiennent. » Or cette définition nous paraît trop imprécise. Une enquête menée par exemple parmi les nombreux réfugiés hongrois, sur la signification que l'on prête dans leur pays au terme « bureaucratie » révélerait qu'on ne saurait définir celui-ci sans situer la bureaucratie du parti d'un côté historiquement par rapport à la bourgeoisie, de l'autre par rapport aux trois grandes classes qui survivent à la destruction du capitalisme : l'intelligentsia, le prolétariat et la paysannerie.

Dans la plupart des pays communistes, l'oligarchie du parti s'est substituée (dans les bureaux comme dans les appartements privés) aux anciens capitalistes grand-bourgeois et grand-propriétaires dépossédés, revendiquant pour elle-même — afin de justifier son monopole politique et ses privilèges — la mission de développer plus rapidement que n'aurait pu le faire la bourgeoisie, les forces productives de la nation. Mais justement, pour mener à bien cette action, l'appareil du parti, — parmi les cadres moyens duquel les révolutionnaires professionnels, recrutés au sein du prolétariat, les soi-disant « cadres ouvriers » jouent un rôle important, — a dû en tout premier lieu s'associer l'intelligentsia, c'est-à-dire la classe moyenne : managers et spécialistes de toutes sortes, ingénieurs, cadres techniques, savants, médecins, juristes, pédagogues, écrivains, journalistes. L'appareil du parti s'est greffé en outre sur la bureaucratie héritée de l'ancien régime et qui ne fut que partiellement renouvelée : armée, administration intérieure, culturelle, policière, etc... Du point de vue des privilèges, du niveau de vie, les différentes couches de la bureaucratie du parti se confondent dans

(2) *La Révolution hongroise*, histoire du soulèvement d'octobre d'après les documents, les dépêches, les rapports des témoins oculaires et les réactions mondiales, réunis par Melvin J. Lasky et François Bondy précédée d'*Une Révolution antitotalitaire*, par Raymond Aron (Les documents de « Tribune Libre »), librairie Plon, Paris, 1957

une certaine mesure avec celles de l'intelligentsia « productrice » ou administrative. Le censeur mène un train de vie semblable (parfois même moins brillant) à celui d'un écrivain ou d'une cantatrice. Un chef d'entreprise incompétent, mais politiquement sûr, partage les avantages avec le directeur technique, l'officier supérieur avec le commissaire politique. Mais ce sont justement les tensions naissant entre commissaires et spécialistes, leurs tentatives de fusion, leurs querelles qui consittuent l'une des trames essentielles de la vie des pays communistes.

Et c'est justement la phase aiguë de la lutte menée par l'intelligentsia productrice contre la bureaucratie parasitaire qui marque l'évolution actuelle des pays communistes. L'appareil du parti, accusé d'incompétence et d'inefficience, tente de regagner la confiance des « spécialistes », leur fait d'importantes concessions, s'efforce de faire entrer plus massivement l'intelligentsia au parti, de se confondre avec elle (3).

Mais en même temps, sous l'empire d'une sorte d'instinct collectif de conservation, l'appareil du parti prend ses distances par rapport à l'intelligentsia, la met en accusation devant la classe ouvrière, lui reproche démagogiquement ses « tendances bourgeoises ». C'est par là même que se manifeste ce « bonapartisme » propre au parti : sa tendance à jouer les classes les unes contre les autres pour faire de l'Appareil la force arbitrale. Ainsi le parti qui accélère, par son essence même, la bureaucratisation, déclenche périodiquement des « campagnes de débureaucratisation ».

Une autre arme employée par la bureaucratie du parti pour justifier ses privilèges « à part », c'est sa participation à la « gnose », à cette *Weltanschauung* marxiste-léniniste érigée en métaphysique qui, justement parce qu'elle totalise toutes les connaissances, transcende toutes les connaissances particulières. C'est grâce au marxisme-léninisme que la bureaucratie du parti prétend à dominer les spécialistes, à juger et coordonner leurs activités. C'est grâce à cette Science des « Lois générales » qu'un Jdanov en connaît plus long sur l'esthétique que Pasternak ou Prokofiev, sur la physique qu'Einstein, que Staline a pu s'improviser à la fois grand linguiste, grand stratège ou grand historien ; et que plus récemment, Khrouchtchev a pu rappeler à la raison les écrivains rebelles.

C'est la situation sociale des *apparatchik* qui secrète inévitablement le dogmatisme, avec ses articles de foi, nouvel « opium du peuple ». Aussi faut-il accueillir *cum grano salis* les protestations antidogmatiques que, périodiquement, profèrent les communistes. La campagne anti-sectaire de Khrouchtchev et de Mao Tsé-toung ne se dirige point contre les bases du dogmatisme ; il ressemble aux mouvements « fondamentalistes » qui agitèrent jadis le protestantisme, en ce qu'il tend à élaguer la dogmatique, à la réduire à quelques vérités fondamentales, comme la foi dans la mission dirigeante du parti, dans l'identité profonde du parti-prolétariat-peuple, etc. Car il y a nécessité absolue pour la bureaucratie du parti, d'assurer à ses décisions politiques une base « théorique » indépendante, transcendant le savoir des spécialistes, donc irrationnelle. L'absurdité est une des forces de cohésion de l'appareil. Ce n'est pas un hasard si Ràkosi a décidé contre l'avis de tous les spécialistes la construction du métro de Budapest. S'il est vrai que, comme le dit Djilas, le communiste se trouve dans une situation de « guerre civile larvée » contre la population, cette définition est aussi valable sur les rapports de la bureaucratie avec le « rationnel », et ses représentants les spécialistes.

C'est dans le domaine économique que l'antagonisme entre le parti et les spécialistes est le plus évident. A. Nove constate à ce propos, dans une remarquable étude publiée dans le numéro de novembre-décembre du bulletin britannique *Soviet Survey* (*An analysis of cultural trends in the soviet orbit*), que, malgré les performances pratiques immenses que l'on sait et qui culminent dans le lancement du « Spoutnik », la science économique soviétique est restée complètement stagnante pendant le dernier quart de siècle. L'explication en réside, me semble-t-il, dans le fait que depuis la nationalisation de l'industrie soviétique, l'économie soviétique tendait tout naturellement à se constituer en capitalisme d'Etat, dirigé par une oligarchie de managers plus ou moins contrôlés par les associations professionnelles syndicales. Or, le parti, pour des raisons

(3) C'est ainsi que des Directives du Parti hongrois sur les rapports avec l'Intelligentsia, publiées en août 1956, soulignent que « la plupart des fonctionnaires du Parti et de l'Etat font partie intégrante de l'Intelligentsia » (*Tàrsadalmi Szemle*, Budapest, septembre 1956).

de doctrine et pour affirmer sa puissance supra-économique, ne pouvait jamais admettre de n'avoir servi que de sage-femme à une Société qui échapperait a sa tutelle. D'où nécessité d'imposer un *socialisme* arbitraire, entravant le développement du capitalisme d'Etat. On comprend donc l'attitude embarrassée des meilleurs économistes soviétiques devant la loi de la valeur, c'est-à-dire devant les critères objectifs de la rationalité économique. Leurs recherches étaient paralysées par le fait que Staline et sa haute bureaucratie de planificateurs ne reconnaissaient pas (du moins dans les secteurs les plus importants) la suprématie du critère de la rentabilité. Pourtant, il y a lieu de croire que les grandes réalisations économiques du régime sont dues en tout premier lieu non à la planification centraliste dont on s'accorde maintenant à dénoncer le « subjectivisme » et le « volontarisme », mais à l'action, malgré et à travers toutes les entraves, des « lois économiques ». Aussi dès qu'une certaine liberté de propos a été rendue aux économistes soviétiques, après le XXe Congrès (ainsi notamment lors de cette conférence nationale des économistes tenue en mai dernier et dont les débats n'ont toujours pas été rendus publics), ceux-ci se font-ils de plus en plus courageusement les porte-parole des chefs d'entreprise qui exigent l'extension du domaine où la « loi de la valeur » puisse agir librement.

Les mesures de décentralisation de Khrouchtchev, prises au début de 1957, sont un pas dans cette direction : certaines des citadelles les plus anachroniques de la superplanification ont été démantelées, une autonomie plus large a été octroyée aux directeurs d'entreprise. Mais la décision suprême appartient toujours non aux « managers », mais à la bureaucratie régionale du parti et de l'Etat. Toujours est-il que la plupart des dirigeants commencent à reconnaître que le projet initial de tout contrôler, de tout prévoir et réglementer, cette ambition suprême du totalitarisme, était comme le dit le professeur Polanyi (4), un projet absurde, irréalisable, une folie. Après avoir cru, contre tout bon sens, à la suprême vertu des « ordres » et des décisions politiques émanant du Politburo, on revient en Russie comme dans les autres pays communistes, aux stimulants classiques de l'économie du marché.

Mais justement, les concessions de plus en plus importantes faites à l'automatisme, à la spontanéité économique, rongent par l'intérieur le système totalitaire. Dans tous les domaines, l'intelligentsia, cette nouvelle grande classe ascendante, bien que non organisée (mais ses porte-parole ne se retrouvent-ils pas à l'intérieur même des forteresses du parti ?) formulent ses revendications libérales : les écrivains, les journalistes combattent la censure ; savants et techniciens expriment leur scepticisme devant le simplisme des cours obligatoires marxistes-léninistes ; l'isolationnisme russe est battu en brèche ; l'universalité de la science est de plus en plus largement reconnue ; la compétence apparaît comme le seul fondement valable de la montée dans la hiérarchie. L'absolutisme partisan défend ses positions, il ne recule que pas à pas, mais enfin il recule. C'est ce que Djilas refuse de voir : qu'il existe, tant dans son propre pays qu'en Union Soviétique, une intelligentsia réformiste et qui tend à rationaliser le régime, dont elle est bénéficiaire, si possible sans le renverser. En Hongrie même la majorité de l'intelligentsia dont l'agitation se trouve à l'origine de la révolte d'octobre 1956, était réformiste dans ce sens là. Elle était débordée ensuite (tout comme le parti) par la jeunesse et ses « ultras ». Au fond, la nouvelle classe moyenne des pays communistes ressemble beaucoup aux bourgeoisies occidentales du XIXe siècle. Elle est libérale, mais point anarchiste ; elle a peur de la révolution et préfère la transaction.

En tout cas, c'est elle l'élément moteur de l'évolution et non le prolétariat au nom duquel règne le parti, après avoir dénaturé et confisqué sa conscience de classe. A ce propos une curieuse analogie pourrait être relevée entre la situation de l'Union Soviétique et celle des Etats-Unis, où ce sont également les intellectuels, les « hommes cultivés », aisés, souvent même très riches, parmi lesquels se recrutent les champions du libéralisme et du radicalisme contre la puissance des grands appareils (5). Le plus grand danger pour le monopolisme des partis communistes serait une rencontre entre « ceux qui pensent » et la masse des ouvriers devenus l'objet de l'histoire au lieu d'assumer le rôle de

(4) Cf. son spirituel article : *The foolishness of history*, dans *Encounter*, novembre 1957.

(5) Voir Arnold A. Rogow : *The revolt against social equality*, dans *Dissent*, automne 1957.

sujet formateur qui leur serait revenu d'après la théorie marxiste. Notons cependant que l'éclipse de la conscience du prolétariat des pays communistes ne semble pas devoir durer indéfiniment. A une certaine distance, le réveil ouvrier suivra celui, lent, prudent, mais irréversible, de l'intelligentsia. Déjà l'on constate que les dirigeants soviétiques eux-mêmes, sans doute pour prévenir des mouvements spontanés, restituent aux syndicats certaines fonctions de défense de l'intérêt des ouvriers sur le plan de l'entreprise. L'idée-force des conseils ouvriers se propage, malgré toutes les contre-attaques bureaucratiques.

Soulignons, à ce sujet, qu'en Yougoslavie, lieu de naissance du mouvement des conseils ouvriers qui y sont soigneusement encadrés et se développent sous l'œil paternel du parti, la plupart de ces conseils ont assuré de bon gré une place importante sinon prépondérante aux cadres techniques. Lors du récent congrès national des conseils ouvriers, les représentants de ceux-ci ont fait cause commune avec les chefs d'entreprise, pour réclamer l'élargissement de l'autonomie de la direction des usines. On a rencontré le même phénomène en Hongrie où les conseils s'étaient substitués dans les usines aux comités du parti : la plupart d'entre eux étaient dirigés par des ingénieurs et des techniciens. L'hostilité des ouvriers ne se dirigeait nulle part contre les cadres techniques, mais seulement contre l'appareil du parti, dont l'utilité leur paraissait douteuse et notamment contre les « départements du personnel » (contrôle politico-policier exercé par le parti au sein des usines) dont l'abolition figurait parmi les revendications des insurgés. Il y a là, pensé-je, une indication utile pour l'avenir du monde communiste au sein duquel une contradiction majeure (qui peut se transformer en « antagonistique ») existe entre le « peuple producteur » et l'appareil supra-productionnel du parti. Aussi, bien que par leur niveau de vie, leur plus grande instruction, les membres de l'intelligentsia se placent au-dessus des prolétaires, une communauté d'intérêt, dont les uns et les autres semblent être conscients, les relie aux ouvriers et fait suspendre ce qui pourrait devenir un jour une « lutte de classe ».

De ce qui vient d'être dit, nous espérons qu'il ressort assez clairement pourquoi nous souscrivons à la remarque de Guérin reprochant amicalement à Djilas d'avoir perdu de vue les possibilités d'évolution spécifique des pays communistes. Djilas paraît ne connaître qu'une seule alternative pour le stalinisme : la démocratie parlementaire occidentale. Or les membres les plus évolués, les plus originaux de l'intelligentsia des pays communistes, tout en critiquant leur propre régime, jugent aussi sévèrement les faiblesses de la démocratie occidentale, son manque de prévision, sa lenteur à s'adapter aux conditions de l'âge atomique, son manque de civisme. Ils cherchent une troisième voie (6). Au lieu de rejeter le marxisme, ils veulent le réviser. Certes, des théories comme celles du « dépérissement de l'Etat », ou de la mise hors la loi de la valeur, tout comme les idées formulées par Lénine il y a quarante ans sur la forme que prendrait l'administration dans un Etat socialiste, apparaissent aujourd'hui comme périmées et primitives. Mais tout dans cet héritage est loin d'être négligeable ou irrécupérable. C'est par rapport au rude irrationnel du stalinisme que s'esquissent, que tentent de se dégager, de nouvelles recherches vers le rationnel. Et l'on peut même se demander si la « folie » totalitaire du stalinisme lui-même n'apparaîtra pas un jour aux historiens futurs, non seulement comme un grandiose défi lancé à l'homme occidental, mais encore comme un facteur indispensable d'intégration d'un certain espace humain. Peut-être les plus grandes entreprises de l'histoire sont infaisables sans une irruption violente de la folie. Mais c'est là déjà une autre histoire.

FRANÇOIS FEJTO.

---

(6) C'est cette troisième voie que propose pour les pays d'Europe Orientale, et notamment pour la Hongrie, un ancien ministre d'Imre Nagy, le sociologue Istvan Bibo, dans un Mémoire écrit avant son arrestation au printemps 1957, et dont nous avons publié dans le numéro de novembre d'*Esprit* les passages les plus significatifs.

NOTES SUR LE PROBLEME DE L'ACCUMULATION

Il y a plusieurs manières de définir l'accumulation. La plus simple serait d'y voir l'équivalent marxiste du terme d'investissement. Mais l'économiste anglais Peter Wiles a très justement mis chacun de ces mots à sa place, lorsqu'il a écrit : « *L'expression communiste « accumulation du capital » est bien plus significative que l'« investissement » keynésien. « Investissement » évoque le fait de se débarrasser d'un*

surplus d'épargne, et d'assurer le plein emploi d'une façon ou d'une autre. Il fait penser à la distribution des revenus et en général à la courte période. Il détourne l'attention de l'accroissement consécutif de la productivité et de la production. « Accumulation du capital » dépourvu de toutes ces associations d'idées, évoque simplement la croissance » (1).

Or, la compétition entre les systèmes économiques capitaliste et soviétique porte sur les taux de croissance dont chacun sera capable, et l'accumulation commande la croissance économique, bien qu'elle n'en soit pas l'unique facteur. Faisons ici un bref rappel théorique (2), où nous userons des catégories marxistes de l'économie globale.

On sait que l'expression de « reproduction simple » désigne une économie stagnante ou stationnaire dans laquelle la production et la répartition restent identiques d'une année sur l'autre. Il y a « reproduction élargie » lorsqu'une partie de la plus-value que s'approprient les détenteurs de moyens de production et non pas consommée par ces derniers (comme dans le schéma de la reproduction simple), mais utilisée à acheter de nouveaux moyens de production. « *Pour le capitaliste individuel, cet élargissement de la production se manifeste en ce sens qu'il transforme en capital une partie de la plus-value obtenue, c'est-à-dire qu'il accumule. Accumulation, transformation de la plus-value en capital actif, c'est là l'expression capitaliste de la reproduction élargie.* » (Rosa Luxembourg) (3).

L'affectation partielle de la plus-value à l'augmentation de l'appareil productif, c'est-à-dire d'une part à son *élargissement* (pour permettre l'utilisation de nouvelles quantités de main-d'œuvre), d'autre part à son *intensification* (accroissement de la quantité de capital productif utilisé par travailleur) est la condition sine qua non de l'augmentation de la production.

Pour Rosa Luxembourg, l'incitation à investir ne pouvait être d'origine purement endogène, étant donné que dans la logique du régime capitaliste, il n'y avait pas d'acheteurs supplémentaires permettant de réaliser la plus-value non consommée. Les débouchés additionnels nécessaires ne pouvaient provenir que des pays d'outre-mer non encore capitalistes (et des secteurs agraires des pays capitalistes) — d'où corrélativement une lutte toujours plus âpre pour le partage des débouchés, et un rétrécissement croissant des possibilités de réalisation de la plus-value. Cette thèse ne tenait pas compte de l'amélioration des salaires réels à l'intérieur des pays capitalistes et du stimulant que représentait le progrès technique pour la tendance à investir. Mais nous laisserons volontairement de côté les multiples controverses suscitées par les caractères spécifiques de l'accumulation en régime capitaliste.

En tout état de cause, ce n'est pas sur le plan de l'écoulement de la plus-value que le problème de l'accumulation me paraît fondamental à l'époque actuelle. En effet, par toute une série de techniques : inflation contrôlée, dépenses sociales, contrôle du crédit, soutien des prix (il y en a bien d'autres), le système capitaliste arrive, sinon à prévenir les crises, du moins à éviter qu'elles ne lui soient mortelles. Il vend moins de biens consommation que par le passé aux pays sous-développés, mais il leur vend davantage d'équipement. Et surtout pour une économie industrielle, fût-elle capitaliste, il se pourrait bien que *l'écoulement de la production (output) compte moins que la recherche et l'obtention des facteurs (input) de cette production*, à savoir les aliments pour les hommes et les matières premières pour les machines. Le capitalisme a indiscutablement besoin du Tiers-Monde, mais c'est probablement plus comme fournisseur que comme débouché.

La problématique de l'accumulation ne peut se formuler qu'à partir d'une analyse du processus lui-même. L'extraction de la plus-value peut s'effectuer essentiellement de deux manières : à l'aide du profit (en régime capitaliste), à l'aide de l'impôt indirect (dans les pays de

---

(1) « *Growth versus Choice* » The Economic Journal, juin 1956, p. 246.

(2) Qui sera volontairement bref, car j'ai esquissé le schéma de la *croissance à partir de l'investissement* dans un article intitulé « *Mouvement ouvrier et politique économique* » paru dans les Cahiers Reconstruction, numéro 43 d'avril 1957.

(3) Dans « L'Accumulation du Capital », p. 16, dont seul le livre premier a été traduit en français par Marcel Ollivier (Librairie du Travail, 1935). Il en existe également une adaptation chez Rivière par L. Laurat. Enfin une traduction presque intégrale a paru en anglais (chez Kegan et Routledge), préfacée par l'économiste Mrs Joan Robinson.

l'Est) (4) qui dans les deux cas amputent le pouvoir d'achat du consommateur au profit de la constitution de la plus-value, dans une proportion qui est mesurée précisément (sinon avec précision) par ce que Marx appelait le taux d'exploitation (Pl./V). Le fait qu'il y ait plus-value, c'est-à-dire travail gratuit fourni par le salarié, indique suffisamment dans quels termes doit se poser le problème de l'accumulation : qui décide du quantum de travail gratuit dont la force de travail nationale devra s'acquitter ? qui décide de l'affectation de ce travail gratuit ? La réponse à ces deux questions nous fait connaître quel est le véritable détenteur du pouvoir économique, pouvoir qui, répétons-le, comporte deux faces : il est pouvoir d'*assigner un prix à chaque produit* (5), et pouvoir d'*utiliser la plus-value* ainsi dégagée (le sur-produit) à divers usages :

— investissements productifs,

— investissements inutiles (stockages spéculatifs, suréquipement militaire),

— consommation intégrale des couches parasitaires,

— consommation superflue des classes privilégiées économiquement utiles.

Quelles sont les solutions actuellement offertes par l'Histoire au problème de l'accumulation ?

1° L'accumulation de type capitaliste, tempérée (et stimulée) (6) par la revendication ouvrière. Celle-ci défend la consommation du travailleur, mais n'a encore pu influencer sérieusement le rythme de l'accumulation, rythme qui reste commandé par les décisions d'investissement des chefs d'entreprise (au sens large). Les comités d'entreprise, la cogestion en Allemagne (sidérurgie et charbonnage), le contrôle des ententes et de l'autofinancement n'ont donné jusqu'ici que des résultats insignifiants sur le plan qui nous occupe. Le gouvernement travailliste entre 1945 et 1951 n'a même pas pu infléchir de façon marquante la politique d'investissements du patronat britannique (7). La seule contestation un peu importante est représentée par l'existence d'un investissement sur fonds publics et d'un secteur public économique où l'accumulation s'effectue selon des règles formellement différentes des normes de l'accumulation capitaliste. Mais son élaboration est toujours le fruit d'une minorité de « managers » comme dans le secteur privé.

2° L'accumulation de type soviétique est menée d'une façon beaucoup plus rigoureuse qu'en régime capitaliste, du fait de l'absence d'une opposition syndicale effective. Pour des raisons qui tiennent à la fois à la conception autoritaire du parti unique, et à des accidents historiques (nécessité de construire le socialisme dans un seul pays, arriéré de surcroît), l'accumulation s'est accomplie à un rythme accéléré, avec une dépense énorme de matières et de main-d'œuvre, et selon des procédés autoritaires qui ont assuré à la fois son succès dans l'industrie lourde et son échec persistant dans l'industrie légère et surtout dans l'agriculture. Les seuls correctifs de ce mode d'accumulation sont d'ordre catastrophique : à-coups de la planification (révision des Plans en 1953), explosions ouvrières (Berlin-Est, Poznan, Budapest).

3° Dans le Tiers-Monde, le choix semble actuellement se limiter à deux termes : la voie chinoise ou accumulation de type soviétique (avec priorité absolue à l'industrie lourde) et la voie indienne ou planification « démocratique », que l'on pourrait appeler l'accumulation sans douleur : accent mis sur l'agriculture, la petite industrie et l'artisanat, maintien d'un large secteur privé. Cette voie indienne est séduisante pour l'Occident capitaliste puisqu'elle n'accorde pas priorité absolue à l'industrie lourde, évite l'utilisation sur place des matières premières dont les nations occidentales ont le plus grand besoin, et écarte le risque de fermeture du marché des biens d'équipement.

---

(4) Je néglige ici les différences que peut introduire la suppression de la propriété privée des moyens de production, car ces différences sont malheureusement négligeables dans le cas de sociétés d'exploitation du type « directorial bureaucratique ».

(5) Prix des biens de consommation grâce auxquels les besoins humains sont directement satisfaits (la possibilité de fixer de tels prix fournit à son détenteur le pouvoir de modifier à son gré le pouvoir d'achat — donc le niveau de vie — des consommateurs ; cf. le rôle des prix imposés dans le secteur de la distribution ; prix des biens de production (matières premières, équipement) et de la force de travail.

(6) En effet les revendications de salaires ne contribuent pas peu à inciter les chefs d'entreprise à investir, à remplacer le capital variable par du capital constant, l'homme par la machine. Le phénomène joue à plein aux Etats-Unis depuis 1954. Sur cette dialectique salaires-productivité, voir « Dynamic factor in industrial Productivity » par Seymour E. Melman (Oxford 1956).

(7) Cf. « Labour government and British Industry » par A. Rogow et P. Shore (Basil Blackwell, Oxford).

Quoi qu'il en soit, le problème paraît bien circonscrit : il est de confier aux intéressés eux-mêmes, c'est-àdire aux travailleurs, la responsabilité de l'accumulation dont ils sont les racines puisque c'est de leur sur-travail que naît la plus-value. La réponse n'est pas aisée car nul ne peut encore actuellement dire si c'est à partir d'une planification au niveau de l'entreprise que se concilie le mieux la rationalité économique et l'utilité sociale. Mais il paraît certain qu'en dehors de cette perspective il n'y a place que pour un despotisme plus ou moins éclairé dont les deux pôles seraient le capitalisme américain à l'Ouest et le bureaucratisme tempéré de Mao-Tsé-Toung à l'Est (8).

BERNARD CAZES.

A PROPOS DE L'ARTICLE DE B. CAZES

L'article de Cazes est basé sur l'affirmation centrale : dans le domaine de l'accumulation, le problème de l'écoulement de la plus-value n'est plus un problème de grande acuité pour le système capitaliste. En d'autres mots, une des contradictions fondamentales du système, à savoir celle entre le potentiel de production et la consommation, serait surmontée, au moins en partie. Ceci dit, le reste de l'article se suit dans un ordre logique : d'une part, les pays sous-développés comptent moins comme débouchés de la production des pays capitalistes avancés (puisque ce problème est plus ou moins résolu) que comme leurs fournisseurs de matières premières et biens d'alimentation ; d'autre part, dans le cadre national, le problème de l'accumulation consiste principalement à déterminer quel est le véritable détenteur du pouvoir économique. Actuellement, dit Cazes, ce sont soit les capitalistes, soit les bureaucrates des régimes totalitaires. Il faudrait transférer ce pouvoir aux travailleurs qui sont les créateurs de la plus-value — voilà la conclusion.

Cette analyse ne nous semble pas suffisante. Selon Cazes, la prise de pouvoir par les travailleurs devrait s'opérer soit parce que ceci est juste (« puisque c'est de leur sur-travail que naît la plus-value »), soit parce que l'alternative est désastreuse — « despotisme plus ou moins éclairé ». Il manque une analyse du point essentiel — quelles sont les conditions dans le développement actuel de la structure économique et sociale, et notamment dans le domaine de l'accumulation capitaliste, qui favorisent ou freinent la prise de conscience et ultérieurement la prise du pouvoir par les travailleurs. Cette analyse manque, car on a comme point de départ que la contradiction essentielle de l'accumulation capitaliste (production : consommation) serait sans grande acuité. A notre avis, cette contradiction continue à exister et même à s'aggraver avec l'augmentation considérable de la productivité du travail (malgré l'augmentation des salaires réels dans les pays capitalistes avancés, car cette dernière est moins forte que l'augmentation de la productivité du travail) ; mais ces manifestations concrètes sont différentes de celles qu'elles étaient il y a cinquante ans, ainsi que nous avons essayé de l'expliquer dans un article publié ailleurs.

Th. M.

REPONSE A THOMAS MUNZER

A me lire à travers Munzer, j'ai l'impression d'avoir voulu montrer que l'accumulation capitaliste se déroulait sur le plan technique de façon tout à fait harmonieuse, et que seuls des impératifs « sociaux » militaient en faveur d'un changement radical des structures socio-économiques. Or je suis parti de cette constatation d'évidence que l'accumulation était une nécessité pour n'importe quelle économie, mais qu'*au delà du taux d'accumulation et du fonctionnement sans à-coups de l'économie, il y avait un certain nombre de questions à se poser*. S'acharner à démontrer qu'il y a dans le capitalisme une contradiction durable entre la capacité de production et le pouvoir d'achat des masses me paraît assez stérile, surtout si l'on prend comme argument le fait que les salaires réels ont moins augmenté que la productivité du travail. Car tant que l'on n'en sera pas arrivé au stade du « communisme » (de chacun selon ses possibilités, à chacun selon ses besoins) — stade caractérisé entre autres par un niveau de technique sans comparaison avec le nôtre actuellement — il faudra continuer à accumuler, cette accumulation étant notamment nourrie par les gains de productivité qui ne sont pas transformés en accroissement du salaire réel.

(8) Voir le rapport présenté fin février par Mao-Tse-Toung au Conseil Suprême de l'Etat sur « les contradictions à l'intérieur de la société socialiste ».

Que les salaires réels augmentent moins que la productivité n'a donc rien d'étonnant, et l'on ne peut pas parler à ce propos d'une contradiction majeure du capitalisme. Il faut, je crois, se résigner à ce qu'il n'y ait plus de crise aussi — ou plus grave — que celle de 1929 : le socialisme n'a pas, ou ne devrait pas avoir besoin pour progresser de ce qu'en termes de psychanalyse on pourrait appeler une « fixation à la Crise ».

Pour finir, je suis tout à fait d'accord avec Munzer pour reconnaître que la capacité de production du capitalisme n'est pas utilisée à plein pour la satisfaction des besoins humains. Mais une fois que les coupables — le rationnement par l'argent, la recherche du profit maximum — ont été dénoncés, et le marché remplacé par le plan, sommes-nous tellement plus avancés ? Ne reste-t-il pas à rechercher comment faire fonctionner une économie satisfaisant à la fois à la productivité, au bien-être et à la liberté ? Nous retrouvons alors ce qui me paraît pour ma part essentiel : le problème de l'appropriation réellement collective de la fonction d'accumulation auquel j'ai consacré les notes ci-dessus.

B. C.

LE CAPITALISME CONTEMPORAIN ET LES CRISES

(SUITE)

Dans notre numéro précédent, Thomas Munzer a fait le point de discussions récentes sur le problème des crises dans le capitalisme contemporain. Comment interpréter le fait que, depuis 1929, le capitalisme n'ait pas connu de crise économique majeure ? S'il y a une augmentation du niveau de vie dans les pays capitalistes avancés, y aura-t-il une lutte révolutionnaire de prolétariat ? Telles sont les questions qui se posent aujourd'hui, parmi d'autres, aux économistes marxistes. Bernard Cazes nous livre ci-dessous ses réflexions sur l'article de Munzer, et Munzer, après la note de Cazes, précise son point de vue.

Arguments

RÉFLEXIONS SUR L'ARTICLE DE MUNZER

1° Je pense avec Munzer que les questions de paupérisation (absolue ou relative) et de crise cyclique ne sont pas nécessairement liées, mais je voudrais revenir sur les raisons qu'il en donne.

N'est-il pas hasardeux de parler de « la » productivté du capital (*ou capital output ratio*) alors que ce coefficient varie de 3 ou 4 pour les industries de transformation, à 7 pour le logement, et que la tendance n'est guère à la diminution de ce rapport (c'est-à-dire à l'augmentation de la productivité du capital qui en est l'inverse) (1). C'est en outre se faciliter par trop la tâche que de mettre en parenthèses les investissements « intellectuels » qui prennent de plus en plus de poids (entre 1947 et 1952, aux Etats-Unis, 0,8 % du Produit national brut a été consacré à la recherche, soit 6 à 8 % des dépenses industrielles en usines nouvelles), et dont l'exclusion majore indûment la productivité du capital. Quant à la « composition organique du capital », son évolution amène-t-elle une baisse tendancielle du profit ? Ce n'est pas si sûr, étant donné que l'augmentation régulière des salaires *nominaux* rend la mécanisation toujours plus intéressante pour les chefs d'entreprise. Ce qui importe en dernière analyse, n'est-ce pas l'évolution respective de la productivité — dépense en heures de travail par quantités produites — et des salaires (2) : si la première augmente plus vite que les seconds, il y a de fortes présomptions que les profits en bénéficient. Ce terme de « profits » demanderait d'ailleurs à être précisé chaque fois que l'on traite de paupérisation relative, car cette dernière se définit par rapport à la proportion des salaires et des profits dans le Revenu national. Même s'il était vrai que le taux de profit tend à décroître, cela ne prouverait pas que la part des profits va baisser. Car il peut y avoir des variations dans le nombre des par-

(1) Les chiffres utilisés pour la Grande-Bretagne par l'économiste Redfern (« Economist » du 22/1/55) montrent bien une certaine tendance à la baisse du rapport Capital national/Revenu, mais le numérateur ne comprend ni les biens de consommation durables (logement), ni les dépenses d'enseignement technique.

(2) Il y aurait ici beaucoup à dire sur le curieux mode de calcul qui consiste à évaluer le capital constant à sa valeur marchande, ce qui en fait une grandeur régulièrement croissante en valeur absolue, puisque le progrès technique est généralement « capital using » — et le capital variable en heures - de travail - nécessaires - à - la - production - des - marchandises - consommées - par - les - travailleurs, quantité décroissante grâce au progrès technique. On arrive ainsi à démontrer sans trop de peine que C/V « tend » à augmenter.

ties prenantes de chaque classe sociale ; la baisse des profits peut être compensée par une augmentation de la consommation de l'Etat. Enfin l'imperfection de nos statistiques sur les revenus (notamment les revenus non salariaux) rend assez illusoire pour le moment toute recherche sur l'évolution de la part des revenus dans le Revenu national.

2° Ma deuxième remarque est provoquée par la phrase suivante de Munzer « seul un développement économique planifié peut éviter les crises de « surproduction » et les dépressions ». Il est de plus en plus vrai en effet que la croissance d'une économie moderne ne peut s'effectuer correctement qu'à partir de ce que C. Gruson appelle (3) « *une hypothèse de développement unique* » servant de base à l'action de tous les centres de décision économique.

Mais ne faudrait-il pas opposer deux catégories de planification : d'une part, la planification dans une économie de pénurie, comme l'U.R.S.S., où l'effort de planification portant surtout sur les biens de production est relativement aisé, car les « consommateurs » sont dans ce cas les différents directeurs d'entreprise, dont la demande est impérieusement dictée par le plan ; et, d'autre part, la planification dans une économie de besoins, où le point de départ ne serait plus l'investissement, mais la consommation — et qui serait beaucoup plus délicate à mettre en œuvre, car la demande en biens de consommation émanant de personnes privées est moins prévisible. Dans ce cas, il n'est pas sûr que la centralisation et la suppression du calcul monétaire puissent être maintenues dans toute leur rigueur, si l'on veut maintenir le libre choix du consommateur. Quand on parle des relations entre planification et prévention des crises, il faut bien voir que ce qui a compté dans le cas de l'U.R.S.S., ce fut l'abolition du marché comme moteur de l'économie (on n'a plus produit parce que cela se vendait bien, mais parce que c'était inscrit au Plan). Car s'il est un pays où la différence entre capacité productive et pouvoir d'achat a été énorme, c'est bien l'U.R.S.S. ! L'économie planifiée a bien supprimé les crises de surproduction, mais la sous-consommation sera beaucoup plus dure à éliminer.

(3) « *Convertir l'économie française* », dans « Christianisme Social », mai-juin 1956.

D'autant qu'elle est également engendrée par l'inflation, que les économies planifiées ne maîtrisent que très difficilement (voir notamment H. Wronski « Le rôle économique et social de la monnaie dans les démocraties populaires », Rivière, éd., 1954). Plus généralement, ne faut-il pas voir dans l'inflation le problème fondamental du capitalisme de la deuxième moitié du xxe siècle, beaucoup plus que la crise que les Vieux Marxistes ne cessent d'appeler ardemment comme aux Indes la mousson ? Il me paraît beaucoup plus conforme à la vérité de reconnaître que le capitalisme dispose maintenant de *mécanismes de défense* (anti-crises) d'une efficacité avérée (cela éviterait de tripoter le passé pour minimiser ou exagérer telle ou telle crise, le même événement étant baptisé « simple rajustement » ou « effondrement économique » pour les besoins de la cause) mais qu'il manque (durablement ou pas, voilà la question) des instruments lui permettant d'assurer une croissance satisfaisant au double impératif de l'efficacité économique et de la justice sociale.

Cela ne simplifie pas pour autant la clarification du problème des rapports entre niveau de vie et conscience révolutionnaire. Car l'optimisme de L. Basso et T. Munzer affirmant que la conscience de classe est nourrie par l'indestructible contradiction entre forces productives et rapports de production me paraît assez peu fondé. La vérité est peut-être révolutionnaire, comme le disait Gramsci, mais elle ne crève pas forcément les yeux. Il semble bien qu'actuellement ce que l'on appelle le prolétariat soit « grignoté » absolument et relativement, à la fois par l'embourgeoisement d'une partie de ses membres et par l'augmentation des effectifs des classes moyennes dépendantes. Ce rétrécissement du prolétariat, si peu conforme à certaines affirmations de Marx, rend-il le socialisme sans objet ? Non, si l'on arrive à montrer que les *vrais problèmes subsistent*. C'est à définir ceux-là qu'il faut travailler. Un axe de recherches possible serait, je crois, la définition des « amortisseurs » d'une société : ceux dont les peu voyantes privations permettent non seulement le luxe d'une minorité privilégiée, mais le confort plus ou moins grand des catégories médianes de la société — ceux que Sauvy appelle le sous-prolétariat, et qui se recrutent en première approximation chez les mal-logés, les sous-alimentés, les moins de 25 000 francs par mois. Il ne s'agit pas

tellement de dénoncer une fois de plus leur misère que de faire comprendre que sans eux le régime perdrait sa belle apparence. Parallèlement, l'exemple des démocraties populaires nous a permis de voir qu'il y avait aussi en économie planifiée des « amortisseurs » qui rendaient possibles aussi bien les hauts fourneaux de Nowa-Huta que les luxueuses villas des hiérarchies au bord du lac Balaton : il s'agissait des catégories travaillant dans des secteurs non prioritaires au regard du plan — ainsi, en Pologne, avant le relèvement général des salaires de 1956, les professions suivantes étaient en dessous de la moyenne nationale : transports, fonction publique, industries alimentaires et textile, enseignants, services de Santé — sans compter les vieillards, comme en Occident (cf. « Problèmes Economiques », 1956, n° 448).

Pour conclure, le bilan du capitalisme ne peut s'effectuer qu'à partir d'un double refus (tant pis pour le « ninisme » pourfendu par Barthes dans les « Mythologies »...) : refus des critères habituels du progrès économique qui démontrent à l'envi que l'ordre établi est le meilleur des mondes possibles ; refus également du critère de la paupérisation absolue, dont le caractère apologétique et polémique n'est plus à démontrer. Ce dont nous manquons le plus, c'est d'une nouvelle échelle des valeurs, d'une nouvelle confrontation entre les besoins et les ressources de la société — car pour l'instant, nous ne savons mesurer correctement ni les uns ni les autres.

BERNARD CAZES.

RÉPONSE A CAZES

Il me semble inutile de revenir sur la première remarque de Cazes. J'ai essayé de démontrer dans mon article (« Le capitalisme contemporain », *Arguments*, n° 5) que les questions de crises cycliques et de paupérisation (absolue ou relative) ne sont pas nécessairement liées. Puisque Cazes est d'accord sur ce point il admet bel et bien qu'il peut se faire qu'on enregistre dans une certaine période une augmentation du niveau de vie des masses mais qu'en même temps le potentiel de production s'est accru encore plus vite (comme c'était effectivement le cas au moins jusqu'à 1938), ce qui crée le danger d'une crise de « surproduction ». Voilà le point essentiel pour moi. La discussion sur la « productivité » du capital et sa composition organique, bien que très importante, ne touche pas directement le point qui nous intéresse ici.

Sur le deuxième point, le désaccord semble toucher le fond. Résumons : A mon avis seul un développement planifié peut éviter les crises de « surproduction » et une véritable planification est incompatible avec le maintien dans le secteur privé de la majeure partie des fonds d'investissement (ainsi que l'ont démontré les tentatives de planification dans les pays capitalistes dans la période d'après-guerre). Cazes voit dans « l'inflation le problème fondamental du capitalisme de la deuxième moitié du XXe siècle ». On peut discuter à longueur de journées sur une définition de l'inflation, mais pour moi elle exprime au fond un désaccord entre le potentiel de production et le pouvoir d'achat, quand ce dernier a tendance à dépasser, pour une raison ou pour une autre, le premier. Le capitalisme. *dans son ensemble*, a toujours su résoudre ce désaccord par une éventuelle augmentation de la production. Mais, et voilà un grand « mais », une tension inflationniste empêche le développement harmonieux et planifié de l'économie dans la période d'expansion économique, aggravant ainsi la crise quand celle-ci éclate. L'inflation est un problème majeur pour le régime capitaliste seulement en relation avec la non-possibilité de planifier l'économie. L'inflation devient souvent une réponse du secteur privé ou de certains groupements économiques, une réponse très profitable bien entendu, aux tentatives de direction consciente de l'économie ou d'une politique de progrès social. C'est de ce point de vue que l'inflation constitue un danger majeur, aussi bien dans les pays capitalistes que dans ceux de l'Europe de l'Est, l'U.R.S.S., y compris. Encore une fois nous ne pouvons que nous référer à une étude de la situation économique aussi bien dans des pays comme la Pologne et la Tchécoslovaquie (développement d'un marché noir et « libre » très important) ou comme l'Inde (où le deuxième plan quinquennal est en train de perdre de plus en plus de son radicalisme original à cause de la crise de devises extérieures et d'inflation intérieure, déclenchée, amplifiée et exploitée par le secteur privé).

T. M.

MUTATIONS DIRIGÉES ET HÉRÉDITÉ DE L'ACQUIS

L'obstacle verbal en biologie n'est pas simple carence d'expression. L'imagination où les sciences de la vie puisent leur langage est captative. Elle les menace de l'intérieur, parce qu'elles possèdent un fonds commun, les fantaisies de l'expérience première. L'embryologie expérimentale demeure hantée par les valorisations impures : le génie fabricateur qui organise, les tissus qui ont des pouvoirs comme l'opium. La physiologie parle le langage diplomatique des messages et la cytologie confond parfois la vie cellulaire avec l'activité d'un laboratoire. Une démystification du langage s'impose. Un premier moyen est l'histoire. Il faut replacer les concepts dans leur devenir réel, révéler la transformation des contenus sous l'identité formelle des mots. Cette tâche est urgente : à propos des travaux de Jacques Benoit sur les *mutations dirigées* chez le canard, un article de Jean Rostand (1) manifeste récemment la densité de la résistance verbale en biologie.

Jacques Benoit et ses collaborateurs constatent que l'injection d'acide desoxyribonucléique (D.N.A.) de canards de race Khaki à 9 canes et 3 canards de race Pékin provoque chez 9 individus (8 femelles et 1 mâle) des transformations somatiques. Le phénotype obtenu ne ressemble ni au Pékin receveur ni au Khaki donneur, ni au Rouen (hybride de Pékin et de Khaki), mais rappelle le Pékin par certains caractères (couleur de l'œil et palmure), et par d'autres le Khaki (forme générale du corps, taille, pigmentation du bec). Une deuxième série d'expériences démontre que les mutations réalisées se transmettent à la première génération. De tels résultats avaient déjà été observés chez les microorganismes (mutations dirigées sur les bactéries par Griffith, Avery, Ephrussi, Taylor, Hotchkiss et Boivin), mais c'est la première fois qu'ils sont obtenus sur des animaux supérieurs.

La mutation désigne conventionnellement la *variation raciale*. C'est surtout les travaux de Morgan et de son école qui en ont élucidé les mécanismes intimes. Elle procède de l'apparition d'un ou de plusieurs caractères nouveaux dans le *génotype*, ou constitution héréditaire. Elle diffère de *l'individuation*, parce que la diversité des individus ne provient que d'une recombinaison, variable à l'infini, de caractères préexistants. Mais elle se distingue de l'*évolution*, en ce qu'elle n'apporte aucune transformation des types spécifiques, qu'elle se borne à moduler de l'intérieur. Elle s'applique, selon la terminologie en usage, aux phénomènes de la « microévolution » par opposition à la « macroévolution » qui concerne les grandes unités biologiques.

Jean Rostand, analysant les expériences de Benoit, les place sans hésitation sous l'égide de la génétique générale. Les acides desoxyribonucléiques ne se sont-ils pas substitués à la notion déjà périmée des « gènes » ? C'est donc le matériel héréditaire, porteur des caractères de la race Khaki, qui a été introduit dans les canards Pékin et les a modifiés. Bien loin de les mettre en question, les mutations dirigées vérifient, par une méthode nouvelle, les mécanismes de la mutation naturelle.

Deux faits semblent pourtant contester cette argumentation

1° La mutation dirigée ressortit probablement aux mêmes *mécanismes* que la mutation naturelle. Il n'y a pas lieu de discuter ici des altérations possibles introduites par l'expérience dans le déroulement des processus génétiques : les acides desoxyribonucléiques injectés dans l'organisme receveur ne sont-ils pas métabolisés, c'est-à-dire transformés par lui ? Mais ce qui est semblable pour la nature ne l'est pas pour la science. *Les mutations spontanées réalisent des formes inédites. Les mutations dirigées supposent un modèle.* Elles déterminent un type ambigu, phénotypiquement *nouveau*, mais pas *original* littéralement, puisqu'il rappelle à la fois l'animal receveur et l'animal donneur. Sur ce point, les mutations dirigées diffèrent des mutations déjà provoquées en laboratoire. Müller reçut le Prix Nobel de physiologie pour avoir déterminé chez Drosophila Melanogaster certaines mutations par application de rayons X sur les cellules germinales : parfois il retrouve la variation naturelle, mais ici le modèle se confond avec la preuve. Souvent il produit des retouches aux caractères de l'espèce. L'expérience se substitue alors à la nature dans la production de l'inédit.

2° Les mutations naturelles affectent le *germen*. Les phénomènes *somatiques* de la mutation sont donc en décalage par rapport à la mutation germinale. C'est la progéniture qui porte témoignage de

(1) *Nouvelles littéraires*, 15 août 1957.

la variation des parents. Les mutations dirigées affectent concurremment le germen et le soma. Le soma, puisqu'elles se manifestent dans le phénotype de l'animal muté. Le germen, puisqu'elles se transmettent à la descendance. Les mutations spontanées provoquent une modification des acides nucléiques du germen à l'intérieur d'un soma organisé sur un modèle ancien. Les mutations dirigées se bornent à *transporter* les déterminants déjà constitués d'une organisation raciale. Il est naturel qu'elles se manifestent aussitôt dans le phénotype de l'animal muté.

La singularité des mutations dirigées n'enveloppe pas de restriction. Leur destin biologique et pratique est immense. C'est la réduction inverse qu'opère J. Rostand en les rattachant aux mutations naturelles. La faute en revient d'abord au langage. Le terme de mutation renvoie à un mécanisme, la notion de direction à une finalité. L'équivoque est dans l'adjectif, mais l'originalité de l'expérience en est tributaire. Il faut donc, à défaut d'autre désignation, se montrer attentif au sens technique du phénomène qui utilise la nature à sa propre conversion, *selon le projet d'un désir humain*. La simultanéité des mutations somatiques et germinales ne le rapproche pas davantage des variations lamarckiennes que des mutations de la génétique, parce que pour Lamarck comme pour les généticiens modernes, la variation est une création. Cette analogie soulève alors un second problème : l'irréductibilité posée par Rostand, de la théorie de l'acquis à la génétique est-elle plus réelle que l'identité des mutations ?

Le préjugé est éclatant. Lisant la notion d'acquis dans le contexte *historique* de la philosophie lamarckienne qu'il ne nomme pas, Rostand lui confère une paradoxale éternité, comme si le génie de Lamarck avait tout entier consisté dans la consécration d'un mot.

Sans doute, par ses implications, ce mot est-il suspect. La biologie de l'acquis est une biologie de propriétaire. L'animal qui a adopté certaines structures est pensé à l'image du financier qui a réalisé des bénéfices. L'imagination capitaliste s'exprime encore dans l'idée d'une transmission sans préjudice du bien ainsi accumulé. La descendance hérite, intacte, du patrimoine des ancêtres. Mais au delà des mots, Lamarck a eu la conscience profonde du débat du vivant et du monde, et de l'effort du vivant pour surmonter les obstacles du monde. La notion d'acquis recouvre l'intuition d'un dialogue réel entre la vie et les *circonstances*. Le milieu ne détermine pas nécessairement la variation du vivant. Il ne la provoque qu'en cas de crise, et pour la médiation du vivant lui-même, sur l'instance de son sentiment intérieur.

Dès qu'on la considère dans son sens total, on s'aperçoit que la notion d'acquis ne s'oppose pas aux données de la génétique. Elle se situe sur un autre plan, et par ses lacunes mêmes, laisse la voie ouverte à tout prolongement (2). La génétique analyse le mécanisme de la variation. Lamark s'attache à sa *fonction*, il lui a manqué le moyen d'en expliquer les modalités. Il a construit sur les bases de la science de son temps une théorie maladroite du *processus* de l'acquisition et de la transmission de la variation acquise. Mais il est inexact qu'il ait attribué à l'acquisition somatique une priorité sur l'acquisition germinale, pour cette raison qu'il ignorait le dualisme du corps et du germe. Il n'est pas douteux que la conception génétique puisse s'appliquer au lamarckisme sans le récuser. Bien au contraire, elle est susceptible de lui redonner vie.

Mieux encore, Lamarck et les généticiens s'accordent sur un point essentiel. Les variations ne s'appliquent pas à l'organisation générale. Elles concernent les détails, l'accessoire. La série animale ne s'est pas, selon Lamarck, constituée peu à peu par la transformation des organismes sous l'action des *milieux influents*. Elle procède, dans ses principaux types d'organisation, de la réalisation progressive du *plan de la nature*. C'est la rencontre de ce plan et de la diversité inépuisable des circonstances qui enrichit la vie, en complique les structures, mais sans l'écarter, dans ses grandes lignes, d'un ordre nécessaire. La nécessité de cet ordre se traduit en chaque individu par la distinction des *facultés*. D'une part, les facultés générales et les facultés particulières constantes, inaccessibles à la variation, parce qu'elles sont liées aux phénomènes

(2) Comme exemple de théorie de l'acquis, Rostand cite, sans s'y arrêter, le lyssenkysme. Mais faut-il répéter, après tant de controverses, que les travaux russes n'ont pas ébranlé sérieusement les données de la génétique. Si même ils étaient rigoureusement vérifiés, ils leur fourniraient seulement un contenu nouveau, en substituant au hasard le milieu, comme causalité de la mutation.

vitaux fondamentaux. D'autre part, les facultés particulières *altérables*, liées aux structures les plus labiles, les moins intégrées à l'organisation générale, les appareils de défense, ou de préhension, par exemple. On évoque la distinction d'Albert Brachet d'une hérédité générale, déterminée par le cytoplasme, qui régirait la forme spécifique, et d'une hérédité spéciale, déterminée par le noyau, commandant les particularités individuelles. La génétique morganienne, reconnaissant la limite de la mutation à la variation intra-spécifique, apporte aux thèses de Lamarck une vérification expérimentale.

Certes, la distance du lamarckisme à la génétique reste, dans l'interprétation de certains faits, ineffaçable. La variation lamarckienne s'inscrit aussitôt dans le soma. Les transformations organiques, dans le lamarckisme, sont qualitatives. Elles confèrent plus de *puissance*, plus d'*adaptation*. La variation génétique, à la lumière des récents progrès de la biochimie, est quantitative. Elle s'exprime en équations, et dans les formules des acides nucléiques. Pourtant on pourrait se demander si cet instrument objectif a totalement éludé un système linguistique ambigu où resurgissent curieusement les vieilles idoles du vocabulaire lamarckien. La notion de mutation qui investit dans un germen les propriétés de la race n'accordant au soma que ce qu'il faut pour justifier son ouvrage, n'introduit-elle pas une nouvelle version des caractères acquis ? La génétique n'a pas entièrement rationalisé les fantasmes de la possession. Le germe conservé le *patrimoine héréditaire* comme un capital inviolable à l'abri des corps qui dépensent leurs biens dans la série des générations. Mais il y a de la prodigalité dans l'« acquis » lamarckien. L'imagination génétique est moins généreuse. Elle thésaurise ses richesses dans les secrets de la matière.

La fonction de l'histoire des sciences est doublement critique. Elle impose la prudence à des extrapolations abusives, mais elle récuse l'optimisme naïf qui confond le passé avec l'erreur, et l'actualité avec le savoir. Ce n'est pas le moindre mérite des travaux de Jacques Benoît de rappeler à la biologie la fécondité de l'inquiétude.

JEAN-PAUL ARON.

Dans le numéro de janvier (1er trimestre 1958) de

QUATRIEME INTERNATIONALE

articles sur la Conférence du Caire, l'Indonésie, l'Allemagne orientale, la Bolivie, les Etats-Unis.

Etudes : « Vingt ans de la IVe Internationale ». Togliatti face au trotskysme, etc.

Un article de Lénine : « Que sont les soviets ».

Le numéro de 88 pages : 200 fr. Dans les kiosques à Paris et les principales gares de province. Aux librairies Rivière, l'Unité, les Deux Masques... et au siège, C.C.P. P. Frank, 12 648-46, Paris, 64, rue Richelieu.

PREUVES

publie, sous la direction de F. Bondy, dans son numéro de MARS

Isaiah Berlin : Herzen et les grands inquisiteurs.

Bernard Milleret : Lettre au chirurgien.

Pierre Emmanuel : La contre-révolte.

Ignazio Silone : Thomas Mann et le devoir civique.

Albert Camus : Hommage à mes amis espagnols.

Rosalo Betancourt : L'Université contre la dictature.

Preuves : 23, rue de la Pépinière, Paris-VIIIe. Le numéro de 96 p. ill. : 230 fr. C.C.P. 178-00 Paris.

TRIBUNE MARXISTE

N° 2

Pierre Naville : Le salariat.

Daniel Guérin : Révolution par en bas.

Favre-Bleibtreu : M. Djilas et la « nouvelle classe ».

X (de l'opposition communiste). Le sens du socialisme.

Aimé Césaire : Entretien.

Serge Weinstock : M. Thorez et la nation en formation (membre du P.C.F.).

Lucien Weitz : Guy Mollet et l'Algérie.

G. Subewille : Entretien avec Ben Salah.

Vincent Valette : Le catholicisme progressiste.

Un inédit de Rosa Luxembourg.

En vente dans les librairies et kiosques de la rive gauche ; correspondance et versements : D. Guillaume, 150, rue de l'Université, Paris-VIIe. C.C.P. 6 215.90. Le numéro : 250 fr : l'abonnement : 1 000 fr.

PIERRE NAVILLE

DE L'ALIÉNATION A LA JOUISSANCE

(Genèse de la conception du travail chez Marx et Engels)

Un volume de 515 p. ..... 1 400 fr

M. Rivière, 31, rue Jacob, Paris, VIe

CERCLE OUVERT

44, rue de Rennes, PARIS, VIe

Directeur : Jacques NANTET

Revue publiant le résumé des interventions de la tribune et le débat in extenso des conférences-débats organisées le deuxième mardi du mois.

Parmi les numéros déjà parus :

Impasses du cinéma d'aujourd'hui, avec E. Fulchignoni, Colette Audry, Nicole Védrès, A. Astruc.

Culture et Colonisation, avec Albert Memmi, Alioune et Cheik Anta Diop, Edgar Morin.

Chacun peut-il philosopher ? avec François Chatelet, Maurice de Gandillac, Lucien Goldmann, Robert Misrahi, Jean Wahl.

L'objet dans le roman, avec G.-A. Astre, J.-L. Bory, Jean Hyppolite, Jacques Nantet.

Vers un romantisme révolutionnaire, avec Henri Lefebvre, Claude Roy.

Le numéro : 250 francs. Abonnement aux 9 numéros : abonnement ordinaire : 2 000 fr; abonnement de soutien : 5 000 fr.

La Nef de Paris, éditions, 25, rue des Boulangers, Paris-Ve. C.C.P. Paris 8.804.12.

LES LETTRES NOUVELLES

Revue mensuelle

Directeur : Maurice NADEAU

SOMMAIRE DU N° 58 (MARS 1958)

Yves Bonnefoy : Le bruit des voix.
André Pieyre de Mandiargues : L'Enfantillage.
André Masson : Entretiens.
Fernando Arrabal : Les deux soldats.
Francis Jourdain : Mon ami Léon Werth (fin).
Claude Simon : Le cheval (fin).
Franco Fortini : Les intellectuels de gauche en Italie.
Jean Selz : Paolo Paoli.
L. S. Senghor : Pierre Soulages.

Notes des collaborateurs habituels.

En marge, par *Maurice Nadeau.*

PRÉSENCE AFRICAINE

Revue Culturelle du Monde Noir

N° XVII. Décembre-janvier 1958

M. A. Lahbabi : Propos sur la civilisation et les cultures (suite et fin).
Harold Wright Cruse : An Afro-American's cultural views.
Lamine Diakhate : La poésie orale au Sénégal.
F. Morisseau-Leroy : La littérature haïtienne d'expression créole — son avenir.
Amadou Samb : Problèmes de langue et de style dans les parlers africains. Etude particulière du Volof.
M. Houis : Comment écrire les langues africaines ?
René Maran : Les saisons et les jours.
Sembene Ousmane : La mère.
Résolutions et recommandations de la Conférence des Peuples Afro-Asiatiques.
Chroniques. Notes d'actualité, Les livres, etc...

Le numéro : 300 fr. — Abonnements (6 numéros) : France et colonies, 1 200 fr ; étranger, 1 500 fr ; abonnement de soutien, 3 000 fr.
Administration et rédaction : 17, rue de Chaligny, Paris, XIIe, DOR. 38-39. C.C.P. Paris 59.36.25.

SOCIALISME OU BARBARIE

Organe de critique et d'orientation révolutionnaire

Le numéro : 300 fr. Abonnement 1 an : 850 fr ; soutien : 1 600 fr ; étranger : 1 000 fr. 42, rue Boulanger, Paris-Xe, C.C.P. 11 987 19

AU SOMMAIRE DU N° 23

Comment lutter ?

Juillet 57, grève des banques, par *R. Berthier.*

Echos des mouvements de grève.

a) Comment on a tué le mouvement de Nantes et St-Nazaire, par *D. Mothé.*

b) Une grève de province, par *R. Berthier.*

c) Flash sur la grève des postiers de Lille ou « Vive l'inorganisation », par *Ph. Guillaume.*

Les grèves chez Renault, par *D. Mothe.*
Sur le contenu du Socialisme, par *P. Chaulieu.*

La méthode des intellectuels dits « progressistes », échantillons, par *Cl. Lefort.*

Devant le satellite artificiel russe, par *Ph. Guillaume.*

Documents et *Le Monde en question.*

ARGUMENTS

Pour nos prochains numéros, des textes de :

T. W. ADORNO — W. REICH — M. HEIDEGGER — M. WEBER — GRAMSCI — etc...

des études et discussions sur :

CULTURE DE MASSES
LE TIERS-MONDE
LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE
LA PENSÉE ANTICIPATRICE
LA SOCIOLOGIE DU STALINISME
LA SOCIOLOGIE DU TRAVAIL
LA CLASSE OUVRIÈRE FRANÇAISE
L'AMOUR
ESQUISSE D'UNE POLITIQUE GÉNÉRALE

L'augmentation des charges nous oblige à augmenter nos prix.

Le numéro : 130 francs

Abonnement : 600 francs. Etranger : 800 francs.

Soutien : 1 500 francs.

Notre prochain numéro (N° 7), de 48 pages, consacré d'une part à la pensée dialectique, et d'autre part à la révolution algérienne, sera exceptionnellement vendu au prix de 200 francs.

Nous remercions d'avance nos lecteurs dont l'abonnement expire qui voudront bien se réabonner. Nous espérons que de nombreux lecteurs au numéro pourront s'abonner. La survie et le développement d'ARGUMENTS dépendent de nos amis.

EDITION ALLEMANDE : Notre édition allemande d'*Arguments* se prépare. Toute une équipe travaille déjà pour pouvoir commencer à sortir *Arguments* au début 1958. Eugen Fink et T. W. Adorno y collaborent. *Arguments* paraîtront à Berlin. Marcel Reding, Margherite von Bretano, Jean Bollack, Heinrich forment le prémier noyau du comité de rédaction. K. Axelos assurera les contacts entre l'équipe française et l'équipe allemande.

Ragionamenti disparaît. Une partie de son équipe s'intègre dans la rédaction d'une nouvelle revue, *Passé et Présent*, en collaboration avec des intellectuels démissionnaires du parti communiste italien dont Giolitti. Nous poursuivons avec *Passé et Présent* les liens de libres et fraternels échanges noués avec *Ragionamenti*.

Arguments a noué des liens de libre-échange avec les revues américaines *Dissent* et *The New International*.

Point de Vue, en Suisse, a noué des liens similaires avec *Arguments*.